

(1)
(N° 80)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1923.

Projet de loi concernant la procédure en cassation en matière civile.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations réalise une des réformes les plus attendues en matière d'organisation judiciaire. Vous n'ignorez pas, en effet, la complexité et les lenteurs de la procédure actuelle devant la Cour de Cassation, procédure remontant à plus d'un siècle.

Ce projet a été élaboré par la Cour de Cassation elle-même, réunie en assemblée générale, d'accord avec le Barreau de Cassation, et a ainsi réuni l'assentiment de tous les intéressés.

Le rapport ci-joint (voir annexe), dû aux auteurs du projet, en constitue l'exposé des motifs.

Le Ministre de la Justice,

FULG. MASSON.

ANNEXE

RAPPORT

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Les articles 14 et 15 du décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790, le décret du 2 septembre 1793, l'article 16 du décret du 2 brumaire an IV, les articles 4, 5, 7, 8, 10 à 23, 33 et 44 de l'arrêté du Prince-Souverain du 15 mars 1815, le second paragraphe de l'article 7 de la loi du 10 novembre 1832 et la loi du 25 mai 1838 sont remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE PREMIER.

Du délai pour se pourvoir en cassation.

ARTICLE PREMIER.

En matière civile ou commerciale, hormis les cas où la loi a établi un délai plus court, le délai pour introduire le pourvoi en cassation sera de trois mois à compter du jour où la signification de la décision attaquée aura été faite à personne ou à domicile.

Observations.

I. — Le Règlement du 28 juin 1738, 2^e partie, titre 1^{er}, fixait à six mois le délai du pourvoi. Ce délai a été réduit à trois mois par l'article 14 du décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 et l'article premier de la loi du 1^{er} frimaire an II. L'arrêté du 15 mars 1815, actuellement en vigueur, a maintenu le délai de trois mois.

En Hollande, le délai est de trois mois, mais, lorsque la loi établit pour l'appel un délai plus court, le délai du pourvoi est fixé au double du délai d'appel (*Code de procédure civile*, art. 398).

En France, le délai a été réduit à deux mois à compter du jour de la signification (loi du 2 juin 1862).

II. — On connaît le projet de la Commission instituée par arrêté royal du 23 juillet 1866 pour préparer en Belgique la revision du Code de procédure civile. Aux termes de l'article 2 de ce projet, que nous appellerons le projet Allard en raison de la part prépondérante qu'y a prise le savant rapporteur, les

délais pour le recours en cassation sont toujours de même durée que pour l'appel, c'est-à-dire de quatre-vingt-dix jours pour les jugements des tribunaux de première instance, et les arrêts des Cours d'appel, de quarante jours pour les jugements des tribunaux de commerce et de trente jours pour ceux des juges de paix.

III. — Nous proposons de maintenir le délai de trois mois. Tel est le vœu exprimé par notre barreau de Cassation, qui juge insuffisant le délai établi par la loi française. Toutefois, nous n'entendons pas abroger les dispositions des lois spéciales qui ont fixé des délais plus courts, citons, par exemple, l'article 22 de la loi du 29 juin 1887 sur le concordat préventif de la faillite, aux termes duquel l'arrêt qui a statué sur l'homologation du concordat ne peut être frappé d'un pourvoi que dans les huit jours à partir de l'affichage de cette décision et de sa publication dans les journaux.

IV. — Le délai du pourvoi sera un délai franc, comme le délai d'appel. Tel est le principe général formulé par l'article 1033 du Code de procédure, et c'est ce qu'avaient voulu les législateurs de 1738 et de l'an II. Si l'on en décide autrement aujourd'hui, c'est à cause des expressions dont se sert l'arrêté du 15 mars 1815 : le pourvoi, dit l'article 4 de cet arrêté, sera introduit dans le délai de trois mois. Notre article 1^{er}, comme la loi française de 1862, porte que « *le délai pour introduire le pourvoi sera de...* ». Il s'agit donc d'un délai franc.

V. — Les trois mois seront comptés de quantième à quantième, suivant le calendrier grégorien : le délai sera donc parfois de 92 jours, parfois de 89. La loi française contient une disposition à cet égard (art. 9).

VI. — C'est la signification à partie qui fait courir le délai, et non la signification à avoué, qui n'est exigée que pour l'exécution.

VII. — Le délai du pourvoi court contre la partie à qui la signification a été faite et non contre celle qui a fait signifier ⁽¹⁾. Sous ce rapport, il n'y a rien à changer ⁽²⁾.

VIII. — Les observations qui précèdent ne concernent que les parties en cause : quant au pourvoi du procureur général, soit du chef d'excès de pouvoir, soit dans l'intérêt de la loi, il n'est astreint à aucun délai ⁽³⁾.

ART. 2.

A l'égard des arrêts et jugements par défaut qui pourront être déférés à la Cour de Cassation, le délai ne courra qu'à compter du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

(1) Cass., 17 décembre 1842, *Pas.*, 1843, p. 73.

(2) Le jugement ou l'arrêt qui n'a pas été régulièrement signifié est susceptible de recours en cassation pendant trente ans. GARÇONNET et CÉZAR-BRU, *Procédure civile*, 2^e édit., n° 2365, texte et note 6.

(3) GARÇONNET et CÉZAR-BRU, *op. cit.*, t. VI, n° 2364. — FAYE, *La Cour de Cassation* (Paris, 1903), n° 451.

Observations.

I. — Cet article offre l'avantage de consacrer, par un texte légal, une jurisprudence constante, qui s'appuie sur l'article 455 du Code de procédure civile, relatif à l'appel. La loi française du 2 juin 1862 renferme une disposition identique à celle de notre projet (art. 1^{er}, § 2).

II. — Aux termes des articles 157 et 158 du Code de procédure civile, si le jugement par défaut a été rendu contre une partie ayant un avoué, l'opposition n'est recevable que pendant huitaine à compter du jour de la signification à avoué; s'il est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement. En ce qui concerne les jugements des tribunaux de commerce, l'opposition, aux termes de l'article 436 du même Code, n'est plus recevable après la huitaine du jour de la signification. Ces dispositions pourraient être utilement revisées, car elles donnent lieu à de nombreuses difficultés; mais, quel que soit le sort de cette revision, le principe de notre article 2 devra être maintenu : ce n'est qu'à partir de l'expiration du délai d'opposition que le délai du pourvoi commencera à courir ⁽¹⁾.

ART. 3.

Le délai sera augmenté de trois mois en faveur des personnes absentes du territoire belge pour cause de service public, et en faveur des gens de mer absents pour cause de navigation.

Il est ajouté au délai ordinaire du pourvoi :

Un mois, si le demandeur est domicilié dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique ;

Trois mois s'il est domicilié hors d'Europe ; cette prolongation de délai sera double, pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime.

Observations.

I. — Il est équitable d'admettre une exception à la règle générale fixant le délai du pourvoi, en faveur de ceux qui, domiciliés en Belgique, sont absents du territoire du royaume pour cause de service public. Le règlement de 1738, 1^{re} partie, titre IV, article 41, portait, à leur égard, le délai à un an, à compter du jour de la signification de la décision, à leur dernier domicile. Les articles 446 et 485 du Code de procédure civile renferment des dispositions analogues en matière d'appel et de requête civile.

⁽¹⁾ En effet, suivant une jurisprudence bien établie, le pourvoi en cassation n'est recevable contre les décisions rendues par défaut que lorsque celles-ci sont devenues définitives, faute d'opposition dans le délai prescrit. — Cass. 26 novembre 1892, *Pas.*, 1893, p. 37. — Cass. Fr., 17 décembre 1913, *DALLOZ*, 1917, I, p. 183.

II. — D'autre part, le décret du 2 septembre 1793 donne aux gens de mer absents pour cause de navigation, un délai de trois mois à compter de leur retour, pour se pourvoir en cassation des jugements rendus contre eux pendant leur absence ; mais le Code de procédure civile ne contient aucune disposition à leur égard.

III. — L'article 4 de la loi française du 2 juin 1862 accorde à ces deux catégories de justiciables une augmentation de délai de huit mois. Il a paru excessif de suspendre le délai pendant toute l'absence d'un marin qui a laissé en France un domicile et qui a dû, s'il y a des intérêts, y laisser un mandataire. Conserver la loi de 1793 à côté du régime institué à l'égard de ceux qui sont absents pour cause de service public, c'était maintenir une anomalie, car, tandis que le matelot à bord d'un bâtiment de l'État eût joui des avantages accordés aux gens de mer, le soldat de la garnison du même vaisseau n'eût joui que de l'avantage plus restreint accordé aux absents pour service public.

IV. — Notre projet accorde aux uns et aux autres une augmentation de délai uniforme de trois mois. Nous hésitons d'autant moins à réduire le délai fixé par la loi française, que l'expiration du délai n'a pas pour effet d'entraîner la déchéance du droit de se pourvoir, dans les cas exceptionnels où le demandeur en cassation établit que des événements de force majeure l'ont empêché d'agir plus tôt qu'il ne l'a fait ⁽¹⁾.

V. — Le projet n'apporte aucune modification à l'article 2 de la loi du 6 brumaire an V, qui contient une disposition analogue à celle de la loi belge du 4 août 1914, en faveur des défenseurs de la patrie.

VI. — Notre législation actuelle n'admet aucune prolongation du délai du pourvoi en faveur des personnes domiciliées à l'étranger, tandis que l'article 445 du Code de procédure civile leur accorde, pour interjeter appel, outre le délai de trois mois, le délai des ajournements réglé par l'article 73 du même Code.

C'est une anomalie que rien ne justifie : il est de toute justice d'augmenter le délai du recours en cassation en faveur de ceux qui, demeurant dans un pays éloigné, doivent rencontrer des difficultés plus grandes pour faire choix d'un conseil chargé de les représenter devant la Cour régulatrice, et pour se concerter avec lui sur les moyens à invoquer. La loi française (art. 5) admet la prolongation de délai en faveur de ceux qui ont leur domicile à l'étranger. Si la facilité actuelle des communications permet d'exclure du bénéfice de cette prolongation ceux qui habitent un pays limitrophe de la Belgique, il n'en est pas de même en ce qui concerne les personnes établies dans les autres pays étrangers. Il paraît raisonnable de fixer l'augmentation à un mois si le domicile est dans un pays d'Europe, et à trois mois s'il est hors d'Europe.

(1) Voir ci-après, observations n° VII, et sous l'article 8. observations n° II.

VII. — La prolongation du délai, en cas de guerre maritime, n'est pas chose inconnue dans notre législation : nous l'avons rencontrée, notamment, dans la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change (art. 51 et 57). C'est une application du principe d'équité et de raison qui exige que les délais soient prorogés, quand il y a eu pour la partie impossibilité de se conformer à la loi. On trouve une autre application du même principe dans l'Avis du Conseil d'État du 27 janvier 1814, relatif aux délais du protêt des effets de commerce lorsqu'il y a eu invasion de l'ennemi ou d'autres événements de guerre. D'une manière générale, s'il y a eu force majeure, l'expiration du délai n'entraîne pas la déchéance du droit de se pourvoir ⁽¹⁾, mais alors c'est au demandeur en cassation qu'incombe la charge de prouver la réalité du fait de force majeure; en cas de guerre maritime, au contraire, le délai est prolongé de plein droit en faveur de celui qui est domicilié dans un pays d'outre-mer, sans qu'il ait aucune preuve à faire.

ART. 4.

Le délai court contre les mineurs, interdits et autres incapables.

Observations.

I. — Le règlement du 28 juin 1738, 1^{re} partie, titre IV, article 13, fixait le délai du pourvoi pour les mineurs à six mois, à compter de la signification qui devait être faite à leurs personnes ou domiciles, depuis qu'ils avaient atteint la majorité. Le décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 a fait disparaître cette protection exorbitante en disposant, d'une manière générale, par son article 14, que le délai serait de trois mois, à partir de la signification, pour tous ceux qui habitent la France, sans distinction. L'article 444 du Code de procédure civile, relatif à l'appel, fait courir le délai ordinaire à l'égard de tous les incapables, sauf leur recours contre qui de droit. L'article 4 de l'arrêté du 15 mars 1815, en vigueur actuellement, ne distingue pas entre les personnes capables et celles qui ont un représentant légal. Ce système paraît conforme aux tendances de la législation moderne; il y a lieu de le consacrer par le texte ci-dessus.

II. — Pour faire courir le délai d'appel contre un mineur non émancipé, l'article 444 du Code de procédure exige que le jugement ait été signifié non seulement au tuteur, mais aussi au subrogé tuteur. Si cette mesure exceptionnelle peut se justifier lorsqu'il s'agit du second degré de juridiction, elle ne paraît pas s'imposer pour une voie de recours telle que le pourvoi en cassation : lorsque le tuteur a épuisé les deux degrés de la juridiction ordinaire, il doit lui être permis d'apprécier par lui-même s'il convient de s'incliner devant une décision rendue en dernier ressort ⁽²⁾.

(1) *Pandectes belges*, VI^e Cas fortuit, n° 100; Cassation civile, n° 93; Cassation criminelle, n° 78; Délai, nos 190 et suivants. Cass., 3 février 1919, *Pas.*, p. 66.

(2) DALLOZ, *Répertoire*, voir Cassation, n° 466. BERNARD, *Des pourvois en cassation*, p. 118. Cass. Fr., 5 juin 1832, *Journ. du Palais*, 1832, p. 1136. Cass. Fr., 7 janvier 1862, DALLOZ, 1862, I, 63. Cass. Fr., 13 janvier 1890, DALLOZ, I, 145.

ART. 5.

Il est interrompu par le décès de celui qui a le droit de se pourvoir ; il ne recommence à courir qu'après la signification de l'arrêt ou du jugement, faite aux héritiers ou successeurs du défunt de la manière prescrite par l'article 447 du Code de procédure civile.

Observations.

I. — La matière est encore régie par l'ordonnance du 28 juin 1738 (1^{re} partie, titre IV, art. 14), à laquelle nous ne croyons pas que le décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 ait entendu déroger. Les héritiers successeurs ou ayants cause d'une partie décédée avant l'expiration du délai du pourvoi jouissent, aux mêmes fins, d'un nouveau délai, de même durée que le premier, à partir de la signification de l'arrêt ou du jugement, qui leur est faite à personne ou domicile ⁽¹⁾. Il n'y a pas lieu de modifier sous ce rapport la législation actuelle. On pourrait se demander s'il ne conviendrait pas de mettre le délai du recours en cassation en harmonie avec l'article 447 du Code de procédure civile, suivant lequel le délai d'appel ne reprend son cours qu'à partir de l'expiration du délai accordé aux héritiers pour faire inventaire et délibérer : il peut, en effet, y avoir quelque inconvénient à ce que les héritiers soient obligés, dans certains cas, de former leur pourvoi avant d'avoir pris position en ce qui concerne l'acceptation de la succession ; mais cet inconvénient n'est pas assez grave pour motiver une prolongation des délais : le pourvoi n'emportera pas acceptation de l'hérédité ; il faut, autant que possible, accélérer la procédure.

II. — L'interruption du délai vaut mieux que la simple suspension : sous ce rapport, nous préférons le système consacré par l'ordonnance de 1738 à celui du Code de procédure civile, qui n'accorde aux héritiers, pour prendre une décision, que ce qui restait à courir de l'ancien délai ⁽²⁾. On peut, à la rigueur, admettre qu'il en soit ainsi pour l'appel, qui se fait sans autre formalité qu'un acte d'huissier ; mais il ne doit pas en être de même pour le pourvoi en cassation : les héritiers, qui n'ont également connaissance de l'arrêt rendu en cause de leur auteur que par la signification qui leur est faite, doivent jouir du délai nécessaire pour l'élaboration d'une requête motivée, contenant l'exposé des moyens.

III. — La signification, pour faire courir le nouveau délai, doit avoir lieu de la manière prescrite par l'article 447 du Code de procédure civile. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite à la personne ou au domicile des héritiers, dont les noms et qualités peuvent être ignorés de la partie qui a obtenu gain de cause ;

(1) SCHEYVEN, *Des pourvois en cassation*, n° 137. CRÉPON, *Du pourvoi en cassation*, n° 960. Cass. 11 février 1841, *Pas.*, p. 132.

(2) L'article 341 du Code de procédure civile néerlandais rendu applicable au pourvoi en cassation par l'article 399 de ce Code, ne fait que reproduire l'article 447 du Code de procédure de 1806.

celle-ci a la faculté, comme en cas d'appel, de faire la signification au domicile du défunt, sans désignation individuelle des héritiers ou successeurs ⁽¹⁾.

IV. — Aucune prolongation de délai n'est accordée au demandeur en cassation, en cas de décès de la personne contre laquelle le pourvoi devait être formé.

ART. 6.

La requête civile suspend, à l'égard de toutes les parties en cause, le délai du pourvoi, lequel ne reprend son cours qu'à partir de la signification de l'arrêt ou du jugement qui a statué définitivement sur la dite requête.

Observation.

Le pourvoi n'est pas recevable lorsque la voie de la requête civile est ouverte. On sait, en effet, que la loi ne permet à la partie de se pourvoir que si elle a épuisé tous les autres moyens de faire réformer le jugement. Dès lors, l'introduction d'une requête civile doit avoir pour conséquence la suspension du délai du recours en cassation ⁽²⁾. Des retards peuvent en résulter, mais à cet inconvénient il n'y a pas d'autre remède que celui qui consiste à accélérer la marche de la procédure dans les deux phases du procès. Si la requête civile se produit dans les conditions qui la font considérer comme un acte téméraire et vexatoire, fait en vue de retarder la solution définitive du litige, la partie qui l'a introduite pourra être condamnée, non seulement aux cent cinquante francs d'indemnité dont parle l'article 494 du Code de procédure civile, mais à la réparation intégrale du dommage qui en résultera pour son adversaire. (Code de procédure, article 500.)

ART. 7.

Le pourvoi tardif sera, même d'office, déclaré non recevable.

Observations.

I. — L'ordre public s'oppose à ce qu'on puisse remettre en question la chose jugée en dernier ressort, lorsque la décision n'a pas été attaquée dans les délais fixés par la loi. Si la fin de non-recevoir résultant de l'expiration des délais n'est pas invoquée par le défendeur, la Cour de Cassation doit la suppléer d'office; la jurisprudence, tant en France qu'en Belgique, est constante à cet égard.

II. — Mais, comme on l'a déjà rappelé ⁽³⁾, il n'y a pas déchéance lorsque des raisons de force majeure ont empêché la partie demanderesse d'agir dans les délais, par exemple, en cas de guerre, de mouvement insurrectionnel, ou d'absence constatée du greffier chargé de recevoir le pourvoi ⁽⁴⁾. C'est une

⁽¹⁾ Voyez LOCRÉ, *Observations de l'Orateur du Tribunal concernant l'article 447 du Code de procédure civile*.

⁽²⁾ Voyez en ce sens le projet de la Commission de 1866, § 2.

⁽³⁾ Voyez sous l'article 3, *Observations* nos IV et VII.

⁽⁴⁾ Cass., 2 avril 1880, *Pas.*, p. 317.

règle générale, qu'il n'est pas nécessaire de rappeler dans la loi. On trouve une application de cette règle dans l'article 4 du décret des 6-8 pluviôse an II, relatif aux titres ou procédures qui se trouvent sous les scellés.

III. — Il va sans dire que, sauf en matière indivisible, le demandeur en cassation n'est déchu de son recours qu'à l'égard des parties à qui la signification n'a pas été faite en temps utile.

TITRE II.

De la forme du pourvoi.

ART. 8.

Le pourvoi sera introduit par la remise au greffe de la Cour de Cassation d'une requête qui, dans toute matière contentieuse, aura été préalablement signifiée à la partie contre laquelle le pourvoi est dirigé.

Cette signification sera faite, dans l'arrondissement de Bruxelles, par un huissier près la Cour de Cassation, et dans les autres arrondissements, par un huissier du domicile du défendeur. Les formes prescrites pour les exploits d'ajournement seront observées.

Observations.

I. — Le texte ci-dessus est emprunté à l'article 3 du projet de la Commission de 1866. Il tend à simplifier et à accélérer la procédure. Aujourd'hui le greffier qui a reçu la requête doit en délivrer à la partie demanderesse une expédition grossoyée, et le premier président doit rendre une ordonnance portant que le pourvoi sera signifié au défendeur dans le délai d'un mois. La signification faite, le demandeur doit rétablir au greffe l'expédition de la requête avec l'exploit de signification ⁽¹⁾. Comme le fait remarquer le rapport annexé au projet Allard, ce sont là des formalités longues, coûteuses, inutiles, souvenir inintelligent de l'autorisation préalable que donnait jadis la Chambre des requêtes ⁽²⁾.

(1) Arrêté du 15 mars 1815, articles 13, 14 et 17.

(2) Allard qualifie la Chambre des Requêtes de « rouage superflu, heureusement supprimé chez nous depuis 1814 ». Personne ne demande le rétablissement de la Chambre des Requêtes en Belgique, où les pourvois en matière civile ne sont pas nombreux. Mais il ne faut pas trop médire de cette institution : c'est grâce à elle qu'en France les deux tiers des pourvois sont rejetés sans que la partie qui a obtenu la décision attaquée soit attirée devant la Cour régulatrice. Si la solution du litige est retardée dans les cas où l'affaire est déférée successivement à la Chambre des Requêtes et à la Chambre civile, elle est au contraire accélérée dans les cas les plus nombreux où la Chambre civile n'est pas saisie. Remarquons enfin que, sauf dans les cas d'excès de pouvoir, une décision rendue en dernier ressort ne peut être annulée qu'après avoir subi le contrôle des deux Chambres, ce qui constitue une précieuse garantie. L'inconvénient du système français consiste en ce qu'il peut se produire une diversité de jurisprudence entre les deux sections d'un corps institué pour ramener à l'uniformité les autres autorités judiciaires. Le projet de loi présenté par le Gouvernement le 19 septembre 1831 admettait une Chambre des Requêtes : la Chambre des Représentants a rejeté l'article par 38 voix contre 37.

II. — La requête doit être sur timbre; elle doit être enregistrée ⁽¹⁾, à défaut de quoi le greffier ne peut la recevoir.

III. — Si l'on adoptait le projet de la Commission de 1866, la requête ne pourrait être signifiée que par huissier commis. C'est le président du tribunal de première instance du lieu où la signification doit être faite qui serait chargé de faire la désignation. Cette précaution paraît excessive : tous les huissiers en fonctions doivent mériter la confiance du juge ⁽²⁾; il est difficile d'admettre que le président du tribunal de première instance puisse opposer un refus à un officier ministériel de son ressort lui demandant la permission de signifier un pourvoi. Seuls, les huissiers près la Cour de Cassation, doivent jouir d'un privilège : ils auront le droit, à l'exclusion de tous autres, de signifier les actes de la procédure en cassation dans l'arrondissement de Bruxelles ⁽³⁾.

IV. — La requête ne doit être signifiée qu'aux personnes qui ont figuré comme parties devant les juges dont la décision est attaquée ⁽⁴⁾. Celles qui, après avoir été en cause devant la juridiction de première instance, ne l'ont plus été en instance d'appel, ne peuvent pas être attirées comme défenderesse devant la Cour de Cassation ⁽⁵⁾. Encore faut-il que la décision attaquée soit de nature à profiter au défendeur; sinon le pourvoi doit être déclaré non recevable vis-à-vis de lui ⁽⁶⁾.

V. — La requête, une fois signifiée, devra être remise au greffe. L'article 5 de l'arrêté du 15 mars 1815 porte que le demandeur la *déposera* au greffe : comme on le verra à l'article 20 du présent projet, il y a lieu de supprimer l'acte de dépôt.

VI. — Le recours en cassation n'est pas la continuation d'une instance préexistante; c'est le principe d'une instance nouvelle. Dès lors, les règles de procédure relatives au changement d'état qui survient chez l'une ou l'autre des parties au cours d'un procès ne sont pas applicables. S'il y a eu décès, faillite, interdiction, dation de conseil judiciaire, mariage, etc., il devra en être tenu compte lors de la signification du pourvoi. Le recours formé au nom d'une personne décédée serait nul. Si c'est le défendeur qui est décédé, il faudra signi-

(1) Arrêté du 15 mars 1815, article 10. — Actuellement les requêtes du ministère public sont enregistrées en débet; l'article 24 de notre projet supprime cette formalité.

(2) On rencontre encore, dans notre législation, des cas assez nombreux où le juge est appelé à commettre l'huissier. Mais, comme le disent les *Pandectes belges*, v^o Huissier commis, n^o 2, c'est une précaution empruntée à une législation surannée; les abus de l'ancien régime ne sont plus à craindre.

(3) Com. SCHEYVEN, *Des pourvois en cassation*, n^o 158.

(4) Cass., 14 janvier 1886, *Pas.*, p. 45. — Cass. Fr. 17 mars 1913, DALLOZ, 1915, I, 128.

(5) Cass., 29 décembre 1879, *Pas.*, 1880, p. 44.

(6) FAYE, n^{os} 41 et 46. — CRÉPON, tome II, n^{os} 198 et suivants. — Cass. Fr., 2 juillet 1877, DALLOZ, 1878, I, 57. — Le pourvoi contre un arrêt rendu sur l'appel du procureur du Roi doit être dirigé contre le procureur général près la Cour dont émane l'arrêt attaqué : Cass., 20 mai 1916, *Pas.*, p. 110.

fier le pourvoi à ses héritiers ⁽¹⁾. Si le défendeur a atteint l'âge de la majorité ou a cessé d'être en état d'interdiction, c'est à lui-même que la signification sera faite ⁽²⁾. Si la femme défenderesse s'est mariée, le pourvoi sera en outre signifié au mari, qui aura à donner l'autorisation maritale ⁽³⁾. Si le défendeur est déclaré en faillite, c'est au curateur qu'il faudra signifier ⁽⁴⁾.

ART. 9.

La requête, signée tant sur la copie que sur l'original par un avocat à la Cour, contiendra l'exposé des moyens de la partie demanderesse, ses conclusions et l'indication des dispositions légales dont la violation sera invoquée : le tout à peine de nullité.

Observations.

I. — Cet article n'apporte aucun changement à la législation actuelle. Comme aujourd'hui, la requête devra contenir les noms et qualités des demandeurs, ceux des défenseurs, l'indication précise de la décision attaquée et les conclusions des demandeurs avec l'énonciation des moyens invoqués. Elle indiquera les dispositions légales prétendument violées, et spécifiera en quoi la décision a contrevenu à ces dispositions.

II. — La requête doit porter, tant sur la copie que sur l'original, la signature d'un avocat à la Cour de Cassation. Le Règlement du 28 juin 1738, 2^e partie, titre I^{er}, article 17, exige qu'il en soit ainsi. Il est utile que l'avocat de la partie demanderesse ait sous les yeux, avant la signification, la copie qui va être laissée à son adversaire : il a ainsi l'occasion d'examiner la forme extérieure de cette copie, et d'en vérifier l'exactitude.

III. — Le ministère public, qui peut se pourvoir en cassation lorsqu'il a été partie principale au procès, est tenu de se conformer aux règles ordinaires de la procédure, et spécialement à celles qui sont énoncées à l'article ci-dessus et à l'article précédent. Toutefois, sa requête ne doit pas être signée par un avocat à la Cour de Cassation ⁽⁵⁾.

IV. — L'article ci-dessus indique la peine qui sera attachée à l'inobservation

(1) Cass. Fr., 26 novembre 1849, DALLOZ, 1849, I, 288. — Cass. Fr., 9 avril 1850, DALLOZ, 1850, I, 124. — Cass. B., 28 mai 1903, *Pas.*, p. 246. — Cass. B., 8 juillet 1920, *Pas.*, 1921, p. 55.

(2) Cass., 6 décembre 1912, *Pas.*, 1913, p. 26 — Cass. Fr., 1^{er} mars 1911, DALLOZ, 1913, I, 89.

(3) Cass., 18 janvier 1866, *Pas.*, p. 174. — Cass., 2 mai 1912, *Pas.*, p. 234.

(4) Cass., 9 mai 1901, *Pas.*, p. 229. — Comp. Cass., 1^{er} juillet 1880, *Pas.*, p. 259.

(5) Règlement du 28 juin 1738, 1^{re} partie, titre IV, articles 16 et 17. — Cass. 19 mars 1874, *Pas.*, p. 92. — Comp. MERLIN, *Questions de droit*, V^o Cassation, § IX.

des prescriptions légales. Le pourvoi sera nul ⁽¹⁾, et le demandeur ne pourra pas former un nouveau recours.

Art. 10.

A la requête seront joints, également à peine de nullité :

- 1° L'expédition ou la copie signifiée de la décision dont la cassation est demandée;
- 2° En matière contentieuse, l'exploit que constate la signification du pourvoi.

Observations.

I. — En exigeant la production de l'expédition ou de la copie signifiée de la décision dont la cassation est demandée, le projet, qui ne fait que reproduire l'article 5 de l'arrêté du 15 mars 1815, a pour but de mettre la Cour régulatrice à même d'apprécier dans tous ses éléments l'acte judiciaire qui lui est dénoncé comme ayant contrevenu à la loi ⁽²⁾. Aussi le demandeur ne peut-il pas toujours se borner à joindre à sa requête la décision attaquée : si cette décision a confirmé, par simple adoption de motifs, le jugement de première instance, il est indispensable que ce jugement soit soumis à la Cour de Cassation en même temps que l'arrêt ou le jugement confirmatif ⁽³⁾, à moins que les qualités de celui-ci ne relatent les motifs de la décision des premiers juges ⁽⁴⁾. Par contre, en cas de pourvoi contre un jugement définitif, la production du jugement interlocutoire qui l'a précédé n'est requise que si la teneur du jugement attaqué ne suffit pas pour permettre à la Cour d'exercer sa mission de contrôle ⁽⁵⁾.

II. — En matière contentieuse, le demandeur doit justifier de l'avertissement donné à son adversaire : il est tenu de joindre à son acte de recours l'exploit qui constate la signification prescrite par l'article 8. La signification de la requête ne peut pas être exigée en matière de juridiction gracieuse, puisqu'il n'y a pas de défendeur.

III. — La production immédiate des pièces énumérées dans l'article ci-dessus est une des formalités substantielles du recours en cassation : le greffier ne peut recevoir la requête introductive que si ces pièces y sont annexées ⁽⁶⁾. Si néan-

⁽¹⁾ Le 13 juin 1867, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi par le motif que les copies signifiées aux défendeurs ne portaient pas la signature de l'avocat de la partie demanderesse (*Pas.*, 1868, p. 35).

⁽²⁾ Comp. *Code d'instruction criminelle*, art. 419.

⁽³⁾ Cass., 3 mars 1904, *Pas.*, p. 157. — Cass., 15 décembre 1910. *Pas.*, 1911, p. 46. — Cass., 14 décembre 1911, *Pas.*, 1912, p. 36.

⁽⁴⁾ Cass., 10 mai 1883, *Pas.*, p. 222. — Cass., 7 mai 1885, *Pas.*, p. 162.

⁽⁵⁾ Cass., 19 juin 1919, *Pas.*, p. 159.

⁽⁶⁾ Règlement du 28 juin 1738, première partie, titre IV, article 4. MERLIN, *Questions de droit*, v° Cassation, § XX, n° VI.

moins la requête était reçue sans être accompagnée de la décision attaquée et de l'exploit de signification, le pourvoi devrait être rejeté, nonobstant toute production ultérieure ⁽¹⁾.

ART. 11.

Si l'arrêt ou le jugement attaqué renferme plusieurs dispositions, la requête donnera l'indication précise des chefs contre lesquels le pourvoi est dirigé : les dispositions non attaquées ne pourront pas faire l'objet d'un pourvoi ultérieur.

Observations.

Cet article ne fait que reproduire l'article 7 de l'arrêt du 15 mars 1815. Il n'est pas permis de former un recours contre certains chefs d'un arrêt ou d'un jugement, alors qu'un premier pourvoi a déjà été dirigé contre d'autres chefs; le demandeur est tenu de soumettre en même temps à la Cour de Cassation toutes les contraventions à la loi qu'il reproche à la décision attaquée; s'il en omet une, il y aura, à cet égard, déchéance absolue.

ART. 12.

Au moment de la remise de la requête ou mémoire introductif, le greffier inscrira la cause au rôle général, qui sera tenu public.

Observations.

I. — Comme on l'a vu déjà, le greffier ne sera plus obligé de dresser acte du dépôt de la requête; mais il inscrira immédiatement la cause au rôle général dont la tenue est prescrite par l'article 2 de la loi du 30 mars 1893 ⁽²⁾.

II. — Il fera cette inscription après s'être assuré que la requête revêt les formes extérieures d'un pourvoi, signé d'un avocat à la Cour de Cassation ⁽³⁾.

III. — L'inscription devra être refusée : 1° si la requête n'est pas enregistrée ⁽⁴⁾, à moins qu'il ne s'agisse d'un recours du ministère public ⁽⁵⁾; 2° si les pièces mentionnées à l'article 10 n'y sont pas jointes ⁽⁶⁾. Elle ne peut pas être refusée sous le prétexte que le délai du pourvoi est expiré.

(1) Arrêté du 15 mars 1815, article 5. Cass., 21 novembre 1889, *Pas.*, 1890, p. 23.

(2) Voy. le Règlement du service intérieur de la Cour approuvé par arrêté royal du 28 octobre 1896. Comp. *Code d'instruction criminelle*, art. 417, al. 3.

(3) SCHEYVEN, n° 142, *in fine*.

(4) Voy. sous l'article 8, *observation* n° II.

(5) Voy. *infra*, art. 24.

(6) Voy. *supra*, art. 10, *observation* n° III.

ART. 13.

Le demandeur pourra joindre à sa requête, ou produire dans les quinze jours de la signification de celle-ci, un mémoire ampliatif préalablement signifié à la partie défenderesse, et contenant un exposé des faits et le développement des moyens de cassation.

Observations.

I. — On reconnaîtra ici la disposition de l'article 11 de l'arrêt du 15 mars 1815. Le projet Allard supprime le mémoire ampliatif. Nous estimons que, sous ce rapport, la législation actuelle doit être maintenue; il n'y a pas lieu de priver le demandeur d'une faculté contre laquelle aucune critique sérieuse n'a été émise.

II. — Le demandeur en cassation jouit aussi d'un supplément de délai pour l'exposé des faits et le développement des moyens du pourvoi. Mais le mémoire ampliatif ne peut pas contenir de moyens non mentionnés dans la requête introductive ⁽¹⁾, ni indiquer de nouvelles lois violées ⁽²⁾, ni être dirigé contre d'autres défendeurs que ceux qui ont reçu signification du pourvoi. Il résulte encore de ce qu'on a vu sous l'article 11, que le mémoire ampliatif ne peut pas viser d'autres chefs de la décision attaquée que ceux qui font l'objet de la requête, les moyens invoqués fussent-ils identiques ⁽³⁾. Par contre, il peut restreindre l'étendue du pourvoi ⁽⁴⁾.

III. — Le mémoire ampliatif, signé de l'avocat du demandeur et dûment signifié au défenseur, doit être remis au greffe, au plus tard dans les quinze jours de la signification de la requête introductive: il ne s'agit pas ici d'un délai franc ⁽⁵⁾.

ART. 14.

Le pourvoi du Procureur général, soit du chef d'excès de pouvoir, soit dans l'intérêt de la loi, sera introduit sous la forme d'un réquisitoire déposé au greffe.

Observations.

I. — Ce texte n'apporte aucune modification à la législation actuelle. L'article 59 de l'arrêt du 15 mars 1815 est ainsi conçu: « Lorsque le Procureur

(1) Cass., 28 mai 1891, *Pas.*, p. 159.

(2) Cass., 27 janvier 1887, *Pas.*, p. 56. Cass., 28 mai 1891, *Pas.*, p. 159.

(3) En France, de nouveaux moyens peuvent être présentés dans le mémoire ampliatif, quand ils ne changent pas l'objet du litige, c'est-à-dire quand ils ne s'attaquent pas à des chefs de la décision non visés dans la requête. FAYE, *la Cour de Cassation*, nos 207 et 218.

(4) Cass. Fr., 30 juin 1851, *Journ. du Palais*, 1851, 2, 149.

(5) En France, le délai peut être prorogé par le Président, sur la demande écrite et motivée de l'avocat du demandeur (ordonnance du 15 janvier 1826, art. 11). Comparez *Code d'instruction criminelle*, art. 422.

général demandera la cassation d'un arrêt, il fera déposer le réquisitoire au greffe. Le Premier Président nommera le rapporteur, et on procèdera au surplus dans les formes ci-dessus prescrites, après avoir entendu le ministère public ».

II. — Le réquisitoire écrit doit être la règle. Il arrive parfois qu'à l'audience où la cause a été appelée, le ministère public, en donnant ses conclusions sur la recevabilité ou le fondement du pourvoi de la partie, demande verbalement la cassation dans l'intérêt de la loi. Cette pratique, dont il n'a été fait usage que très rarement en Belgique dans les matières civiles, devrait être abandonnée. Elle ne repose sur aucun texte légal. Elle n'offre aucun avantage, car le Procureur général, à qui les pièces de la procédure ont été transmises par le greffier conformément à l'article 27 de l'arrêt du 15 mars 1815, a eu tout le temps nécessaire pour formuler par écrit ses moyens de cassation avant de rétablir le dossier au greffe. Elle présente, au contraire, des dangers, car si la Cour, pour se conformer au vœu de l'article 39 du dit arrêté, prononce sa décision séance tenante, sans qu'une étude préalable ait été faite par le rapporteur, il peut arriver que la question soulevée soit tranchée avec trop de précipitation. Enfin, dans le cas, assez malaisé à imaginer, où la violation de la loi n'apparaît qu'à l'audience, rien n'oblige le ministère public à se pourvoir immédiatement; le pourvoi dans l'intérêt de la loi peut être formé après le rejet du pourvoi de la partie : comme on l'a vu sous l'article premier, il n'est soumis à aucun délai.

III. — La procédure excluant tout débat contradictoire, le pourvoi du Procureur général ne doit pas être signifié. Et cependant, s'il est vrai qu'un pourvoi dans l'intérêt de la loi ne concerne pas les personnes qui ont été en cause devant les juges du fond, par contre, en cas de pourvoi du chef d'excès de pouvoir, les conséquences de la cassation rejaillissent sur les parties. Il semble donc que celles-ci devraient être appelées à prendre part au débat devant la Cour suprême. Mais la loi ne l'a pas voulu : le législateur de l'an VIII a estimé, semble-t-il, que la sagesse du magistrat à qui a été confié ce recours exceptionnel, et la lumière dont la Cour s'entoure toujours pour apprécier le fondement du pourvoi, constituent des garanties suffisantes. Quelle que puisse être la valeur de ces raisons, on peut se demander s'il ne conviendrait pas, dans les cas de recours pour excès de pouvoir, de mettre les intéressés en cause, ou si tout au moins les parties, averties par le parquet de l'existence du recours, ne devraient pas avoir la faculté d'intervenir ⁽¹⁾.

(1) La Cour de Cassation de France n'admet pas l'intervention. Le droit d'intervention, dit-elle, suppose nécessairement une instance dans laquelle un tiers a intérêt à être admis pour y défendre des droits qui pourraient souffrir de son absence.

Or, la mission de la Cour de Cassation, en cas de pourvoi formé par le procureur général du chef d'excès de pouvoir, a son principe dans un intérêt politique et social qui exige que le pouvoir judiciaire n'excède jamais les limites de ses attributions; il n'y a ni instance, ni débat entre parties, et l'annulation de l'acte dénoncé, ne reposant que sur des motifs d'ordre public, ne peut préjudicier à aucun intérêt privé, ni justifier par conséquent aucune intervention (Cass. Fr., 23 février 1847, DALLOZ, 1847, 1, 156). N'y a-t-il pas, dans ce raisonnement, une inexactitude ou une confusion d'idées? Certes, la cassation ne préju-

TITRE III.

De la réponse au pourvoi et de la mise de la cause en état.

ART. 15.

La réponse au pourvoi se fera suivant le mode prescrit par l'article 8 : le mémoire du défendeur sera signé sur l'original et la copie par un avocat à la Cour de cassation ; il sera signifié à l'avocat de la partie demanderesse et remis ensuite au greffe ; il contiendra les conclusions du défendeur.

Observations.

I. — Cet article correspond à l'article 16 de l'arrêté du 15 mars 1815. L'instruction devant la Cour suprême se fait par échange de mémoires.

II. — Sous l'empire du décret du 2 brumaire, an IV, article 18, le défendeur avait la faculté de produire deux mémoires ; l'article 23 de l'arrêté de 1815 s'oppose à ce qu'il en soit encore ainsi : c'est dans un mémoire unique que doivent être présentés tous les moyens de défense, en ce comprises les fins de non-recevoir opposées au pourvoi ; après quoi, le défendeur a épuisé son droit ; il importe que l'instruction soit complète lors de la désignation du rapporteur qui suit immédiatement la remise du mémoire du défendeur, sauf dans le cas de l'article 17.

III. — On sait qu'il est interdit au défendeur, aussi bien d'ailleurs qu'au demandeur, de se prévaloir de faits qui ne résultent pas de la décision attaquée. Il y a dans le Code de procédure civile néerlandais une disposition formelle en ce sens (art. 414).

IV. — L'original et la copie du mémoire doivent porter la signature de l'avocat à la Cour de cassation qui représente le défendeur. Telle est la disposi-

dicie pas aux droits que les parties peuvent avoir *en dehors de l'acte annulé*, mais, d'après une jurisprudence bien établie, elle les prive de l'avantage qui résultait pour elles de la reconnaissance judiciaire de ces droits, et dès lors, les parties peuvent avoir intérêt à combattre le recours du procureur général. Dans ces conditions, l'exclusion des intéressés constitue la méconnaissance d'un principe qui domine toutes nos lois de procédure, celui du respect des droits de la défense. On peut consulter : GLASSON, COLMET DAAGE et TISSIER, *Procédure civile*, édit. de 1908, t. II, n° 1085 ; FAYE, n° 454 à 464 ; CRÉPON, t. II, n° 283 ; SCHEYVEN, n° 322 ; MERLIN, *Questions de droit*, v° Ministère public, § 10. Cass. Fr., 6 avril 1837, *Journal du Palais*, 1837, 1, 282 ; Cass. Fr., 22 avril 1846. DALLOZ, 1846, 1, 172 ; Cass. B., 25 février 1856, *Pas.*, p. 154 ; Cass. B., 9 octobre 1899, *Pas.* p. 363 ; Cass. Fr., 19 janvier 1909, avec le réquisitoire du procureur général Baudouin, DALLOZ, 1909, 1, 233 et la note ; Cass. Fr., 30 janvier 1912, DALLOZ, 1912, 1, 63.

tion de l'article 17, titre premier, seconde partie, du Règlement du 28 juin 1738. Pour des motifs déjà indiqués ⁽¹⁾, il n'y a pas lieu d'innover sur ce point.

V. — Le projet préparé par la Commission de 1866 impose au défendeur l'obligation de faire signifier son mémoire à la personne ou au domicile du demandeur. C'est la conséquence de la suppression projetée du ministère des avocats à la Cour de cassation, suppression que nous ne pouvons admettre. Nous maintenons la règle de la signification d'avocat à avocat.

ART. 16.

Le délai accordé au défendeur pour la remise au greffe de sa réponse, sera de trois mois à compter du jour de la signification de la requête introductive ou du mémoire ampliatif.

Le défendeur jouira des augmentations de délai mentionnées à l'article 3, s'il se trouve dans les conditions prévues par cet article.

Observations.

I. — Comme on l'a vu à l'article 1^{er}, le demandeur, pour former son pourvoi, jouit d'un délai de trois mois à compter de la signification qui lui a été faite de la décision attaquée. Il est juste d'octroyer au défendeur un délai de durée égale, puisque, quand le pourvoi aura été porté à sa connaissance, il sera forcé de se livrer au même travail juridique. Actuellement le délai n'est que de deux mois (art 13 de l'arrêté du 15 mars 1815), et on pourrait s'étonner de ce que le présent projet, qui a pour but principal d'accélérer la procédure, se montre plus généreux envers la partie défenderesse. La raison en est que, à notre avis, le délai de trois mois doit être un délai *de rigueur*, tandis que, comme on va le voir, il n'en est pas ainsi aujourd'hui.

II. — Le délai de trois mois courra à dater du jour de la signification de la requête, s'il n'y a pas de mémoire ampliatif; si, au contraire, le défendeur reçoit signification d'un mémoire, qui peut renfermer des développements importants et être accompagné de pièces, le délai sera interrompu et courra à compter de cette signification nouvelle.

III. — Les mêmes motifs qui justifient une augmentation de délai en faveur de la partie qui veut se pourvoir en cassation, rendent nécessaire la prolongation du délai au profit du défendeur, soit qu'il ait son domicile en dehors du territoire de la Belgique, soit qu'il se trouve momentanément à l'étranger pour cause de service public ou pour cause de navigation. Cette règle a été consacrée en France par l'article 4 de la loi du 2 juin 1862.

(1) Sous l'article 9 du projet, *Observation*, n° II.

IV. — L'arrêté de 1815, article 44, permet au défendeur de répondre au pourvoi après l'expiration du délai légal et, même après la nomination du rapporteur, à la seule condition de rembourser au demandeur la moitié des frais préjudiciaux. Cette faculté a donné lieu à des abus contre lesquels la loi du 25 mai 1838 n'a réagi que dans une mesure insuffisante. Aujourd'hui encore, la Cour de Cassation est privée, pendant un an, de tout moyen de procéder au jugement de la cause, si le demandeur ne fait pas les diligences nécessaires pour obtenir au greffe un certificat de non production; ce n'est qu'au bout d'une année que le greffier verse au dossier le certificat constatant que le défendeur n'a pas répondu au pourvoi. Il importe de rendre impossibles à l'avenir de pareilles lenteurs; le délai de trois mois, suffisant pour le demandeur, suffit pour son adversaire; l'inobservation de ce délai doit avoir la même sanction : le défendeur doit être *forclos* ⁽¹⁾.

V. — Qu'arriverait-il si, à l'expiration du délai accordé au défendeur pour répondre au pourvoi, le demandeur n'avait pas encore remis au greffe la requête introductive? Le cas ne peut pas se présenter sous la législation actuelle, puisque le défendeur n'est légalement averti de l'existence du pourvoi qu'à la suite d'une ordonnance du premier président et, par conséquent, après le dépôt au greffe de la requête. D'après le présent projet, au contraire, le recours en cassation est signifié avant d'être remis au greffe. Le défendeur qui, ayant reçu cette signification, aura fait les frais et démarches que comportent les nécessités de sa défense, ne pourra être privé du droit de faire juger la cause. Il pourra, après avoir fait signifier sa réponse dans le délai prescrit, introduire lui-même l'affaire en produisant la décision attaquée et conclure au rejet du pourvoi avec dépens et indemnité. L'arrêt ainsi rendu sera réputé contradictoire et terminera irrévocablement la procédure ⁽²⁾.

VI. — Dans l'hypothèse inverse, c'est-à-dire si le demandeur avait remis au greffe sa requête introductive sans l'avoir valablement signifiée au défendeur, il n'y aurait pas d'instance liée entre les parties devant la Cour de Cassation. Le défendeur non signifié n'aurait pas le droit de répondre, et, en tout cas, ne serait pas recevable à demander la condamnation de la partie demanderesse aux dépens et à l'indemnité ⁽³⁾. Et, dans le cas peu vraisemblable où la Cour, sans s'apercevoir de l'absence ou de la nullité radicale de la signification, aurait prononcé la cassation de la décision attaquée, le défendeur serait recevable à demander la restitution en entier ⁽⁴⁾.

(1) C'est en ce sens que s'est prononcée la Commission de 1866 (art. 11 du projet Allard).

(2) Comp. Cass. fr., 1^{er} mars 1858, DALLOZ, 1858, 1, 104; Cass. B., 8 novembre 1894, *Pas.*, p. 325.

(3) Cass., 12 avril 1900, *Pas.*, p. 212.

(4) Comp. pour la France : Cass., 30 mai 1888, DALLOZ, 1888, 1, 369; Cass., 4 avril 1898, DALLOZ, 1898, 1, 418; Cass., 24 mars 1915, DALLOZ, 1916, 1, 55. En Hollande, le Code de procédure civile porte, article 425 : « L'opposition ne sera admise contre les arrêts de défaut rendus par la Haute Cour que s'il y avait des motifs pour déclarer nulle l'assignation, ou si le pourvoi était introduit après expiration du délai légal et pourvu que l'opposition soit faite dans les quatorze jours après la signification de l'arrêt. »

ART. 17.

Si le défendeur a opposé une fin de non recevoir au pourvoi, le demandeur pourra y répondre, en se conformant à l'article 8 ; cette réponse devra être remise au greffe dans les trente jours de la signification du mémoire du défendeur.

Observations.

I. — Aucune disposition légale n'a, jusqu'à présent, prévu le cas où le demandeur aurait à répondre à une fin de non recevoir. L'article 23 de l'arrêté du 15 mars 1815 porte : « Après que le défendeur aura produit et fait signifier son mémoire en défense ou que le demandeur aura levé au greffe le défaut mentionné dans l'article 18, le premier président nommera un rapporteur. Toute production ultérieure de mémoire est interdite. » Néanmoins, la jurisprudence décide que le demandeur ne peut pas être privé du droit de se défendre contre une exception qu'il n'a dû ni prévoir ni, par conséquent, combattre dans sa requête introductive, et que, dès lors, la réplique, en pareil cas, doit lui être permise ⁽¹⁾. C'est cette jurisprudence que nous proposons de consacrer par le texte ci-dessus qui est conforme à l'article 12 du projet de la Commission de 1866.

II. — L'expression « *dans les trente jours* » montre bien qu'il ne s'agit plus ici d'un délai franc. Après le trentième jour qui suivra la signification du mémoire du défendeur, le demandeur sera déchu du droit de répondre à la fin de non recevoir.

III. — Lorsque le premier président constatera que le mémoire en défense contient une fin de non recevoir, il surseoirà à la nomination du rapporteur pendant le temps nécessaire pour la remise de la réponse au greffe. Si néanmoins le rapporteur était désigné dans l'intervalle, il va sans dire que la réponse produite en temps utile devrait être reçue.

ART. 18.

La requête introductive et les mémoires porteront l'inventaire des pièces qui y seront jointes.

Ces pièces ne seront point signifiées : les parties pourront en prendre communication au greffe.

Observations.

I. — Le premier paragraphe de cet article, relatif à l'inventaire des pièces produites par les parties, est emprunté à l'article 3 de l'arrêté du 15 mars 1815. Nous avons jugé inutile d'imposer aux avocats, comme le fait cet arrêté, l'obligation de « transcrire l'état des pièces dans le même ordre dans lequel il en a été

(1) Cass., 6 février 1862, *Pas.*, p. 161.

fait usage dans le mémoire », ainsi que l'obligation de coter ces pièces par première et dernière. Il y aura, de la sorte abrogation tacite de l'arrêté à cet égard. Il ne paraît pas convenable d'encombrer nos textes législatifs de dispositions d'un caractère si accessoire et que nul ne songerait à sanctionner par une déchéance, ni même par une amende; les avocats à la Cour de cassation sont les meilleurs appréciateurs du point de savoir dans quelle forme, suivant les circonstances, leur inventaire doit être présenté.

Le défaut d'inventaire n'entraîne pas nullité; mais comme on va le voir, les pièces justificatives seront, dans ce cas, rejetées du débat ⁽¹⁾.

II. — Le second paragraphe ne fait que reproduire l'article 15 de l'arrêté de 1815, en ce qui concerne les pièces produites à l'appui du pourvoi, mais il rend la règle applicable aux productions de la partie défenderesse : aucune pièce ne doit être signifiée.

Il ne peut être question de s'écarter du principe consacré par la doctrine et la jurisprudence, suivant lequel les seules pièces dont il soit permis de faire usage dans l'instance en cassation, sont celles qui ont été produites devant les juges du fond ⁽²⁾.

Aux termes des articles 67 et 68 de la loi du 25 mars 1891 et de l'article 42 de la loi du 22 frimaire, an VII, le greffier ne peut pas accepter la remise d'une pièce qui n'est pas revêtue des formalités du timbre et de l'enregistrement, alors qu'elle n'en est pas exemptée.

ART. 49.

A l'exception des actes de désistement ou de reprise d'instance, et des autorisations de plaider, aucune production ultérieure ne sera admise.

Les seules pièces qui feront partie de la procédure sont celles qui auront été remises au greffe et inventoriées comme il est dit à l'article précédent.

Observations.

I. — Le but de cet article est d'interdire, par une disposition formelle, toute production de mémoires ou de pièces après la nomination du rapporteur. Sous la législation actuelle, il n'y a aucun délai fatal pour la remise des pièces à l'appui du pourvoi ou à l'appui des conclusions du défendeur; le demandeur, au moment où il introduit son recours, est libre de ne produire aucune autre pièce que sa requête avec la copie signifiée ou, à défaut de signification, une expédition de l'arrêt ou du jugement dont il demande la cassation. Jusqu'au jour de l'audience, des mémoires écrits ou imprimés peuvent être distribués aux membres de la

(1) Cass., 13 juin 1867; *Pas.*, 1868, p. 35; Cass., 15 décembre 1910; *Pas.*, 1911, p. 46; *Belg. Jud.*, 1911, col. 495.

(2) SCHUYVEN, n° 110; Cass., 16 mai 1893; *Pas.*, p. 188; Cass., 13 juillet 1903; *Pas.*, p. 305; *Belg. Jud.*, 1906, col. 97.

Cour (arrêté de 1815, art. 33). Que devant les juges du fait, les parties puissent, jusqu'à la dernière heure, recueillir et verser aux débats des pièces justificatives de leurs prétentions, rien de plus légitime. Mais devant la Cour suprême, où la loi est seule en cause, pareille tolérance offre trop d'inconvénients pour être maintenue. Il importe qu'après sa nomination, le rapporteur soit immédiatement en mesure de se livrer au travail dont il est chargé, et qu'à cet effet, il ait sous les yeux tous les documents du procès; l'instruction doit, dès ce moment, être complète. Si le demandeur n'a pas pu, avant l'expiration du délai du pourvoi, obtenir les pièces qu'il a besoin de produire, il sera tenu de verser ces pièces au dossier dans les quinze jours qui lui sont octroyés pour la remise d'un mémoire ampliatif; si, dans la suite une fin de non recevoir soulevée par l'adversaire lui donne le droit de répliquer, il ne pourra, en remettant au greffe son mémoire en réplique, produire d'autres pièces que celles qui sont relatives à cette fin de non recevoir ⁽¹⁾. Quant au défendeur, qui aura joui d'un délai de trois mois avant de faire signifier son mémoire en défense, il ne pourra pas produire ultérieurement de nouvelles pièces ⁽²⁾.

II. — Aucun document ne fera partie de la procédure, s'il n'a été inventorié comme il est dit à l'article précédent. Le but de l'inventaire est de donner à la partie adverse l'indication précise des pièces dont on entend faire usage, et qu'on n'est pas tenu de lui signifier. Cette formalité est substantielle, et les pièces justificatives qui n'ont pas été mentionnées à l'inventaire doivent être rejetées du débat ⁽³⁾.

III. — A cette règle il y a des exceptions. L'exception relative à l'acte de reprise d'instance ou de l'acte de désistement se justifie d'elle-même ⁽⁴⁾. Quant à l'autorisation de plaider, qui ne se rattache pas au fond du litige, il est admis qu'elle peut être produite en tout état de cause, jusqu'au jugement ⁽⁵⁾.

ART. 20.

Le greffier constatera la remise des requêtes ou mémoires et de chacune des pièces au moyen de notes marginales qu'il signera en indiquant la date de la réception, sans qu'il soit nécessaire d'en dresser acte de dépôt.

Il délivrera récépissé sans frais à la partie, s'il en est requis.

⁽¹⁾ Cass., 5 novembre 1908, *Pas.*, 1909, p. 13.

⁽²⁾ Voy. à cet égard les judicieuses observations de Scheyven, *Traité des pourvois*, n° 171.

⁽³⁾ Cass., 6 octobre 1910, *Pas.* p. 433.

⁽⁴⁾ A l'acte de désistement il faut assimiler l'acte par lequel le demandeur déclarerait abandonner un ou plusieurs des moyens qu'il avait invoqués. Cass. Fr., 31 juillet 1906, *Pas. belge*, 1908, 4, 93; *DALLOZ*, 1907, 1, 479.

⁽⁵⁾ Le pourvoi formé avant l'autorisation est valable comme acte conservatoire: Cass., 29 novembre 1838, *Pas.* p. 402.

Observation.

I. — Aux termes des articles 5, 18, 20 et 21 de l'arrêté du 15 mars 1815, les mémoires et les pièces doivent être *déposés* au greffe. En conséquence, il faut, pour se conformer à l'article 43 de la loi du 22 frimaire, an VII, dresser, lors de chaque remise de pièces, un *acte de dépôt*. Cette formalité, simple mesure fiscale, est dépourvue de toute utilité ⁽¹⁾. L'acte de dépôt n'est pas joint au dossier, il ne passe pas sous les yeux de la Cour; il emporte l'obligation de dresser plus tard un acte de retrait; il est pour le greffier une cause de responsabilité vis-à-vis de l'administration de l'enregistrement, et il l'oblige à faire des avances de frais ou à tenir une comptabilité compliquée. Pour ces raisons diverses, il est désirable que l'acte de dépôt disparaisse de la procédure en cassation. Les augmentations des droits de greffe et d'enregistrement que nous proposons ⁽²⁾ compenseront largement la diminution de recettes que la suppression de l'acte de dépôt pourra causer au Trésor ⁽³⁾. A l'exemple du législateur de 1851 ⁽⁴⁾, nous remplacerons donc le *dépôt* au greffe par la simple *remise* au greffe. Il sera loisible aux parties de se faire délivrer par le greffier un récépissé des mémoires et documents produits.

ART. 24.

A l'expiration des délais mentionnés aux articles 16 et 17, la cause sera en état.

Observations.

I. — La cause est réputée en état lorsque les parties ont produit leurs mémoires et leurs pièces, ou que les délais pour produire sont expirés ⁽⁵⁾. Le dossier est alors complet et le rapporteur peut être nommé. Si, à ce moment, les parties n'ont pas fait toutes les productions utiles, elles sont déchues du droit de les compléter ⁽⁶⁾.

(1) SCHEYVEN, *Traité des pourvois*, n° 142.

(2) Voy. ci-après, articles 23 et suivants.

(3) Voy. *Pandectes belges*, v° Cassation civile, n° 5. Le projet Allard maintient l'obligation de dresser acte de dépôt.

(4) Loi du 18 avril 1851, article 441 : « Le failli joindra à son aveu : 1° le bilan..., etc. Le greffier certifiera au bas de l'aveu du failli et des pièces y annexées la date de leur remise et en délivrera récépissé, s'il en est requis. La remise au greffe de toutes autres pièces sera constatée de la même manière, sans qu'il soit nécessaire d'en dresser aucun acte de dépôt. »

Art. 595 : « La requête adressée au tribunal de commerce sera remise au greffier, qui en donnera récépissé sans en dresser acte de dépôt.

(5) Loi du 10 novembre 1832, art. 7, al. 2. Il en est de même en France (ordonnance du 15 janvier 1826, art. 10).

(6) Cette déchéance, qui résulte de la disposition formelle de l'article 19, constitue la partie essentielle des modifications proposées par la Cour.

II. — La mise en état a les mêmes effets que devant les juges du fond : l'instance ne peut plus être interrompue par le décès d'une des parties, ni par la cessation des fonctions de son avocat ⁽¹⁾.

ART. 22.

Lorsque la cause est en état, le greffier transmet le dossier au premier président, qui désigne un magistrat du siège pour faire rapport.

Observations.

I. — On vient de voir quand la cause est réputée en état. Aux termes de l'article 23 de l'arrêté du 15 mars 1815, le premier président doit alors nommer un rapporteur. L'arrêté ajoute : « Toute production ultérieure de mémoire est interdite ». Cette dernière disposition ne doit pas être maintenue : en effet, toute production doit être interdite, alors même que le rapporteur ne serait pas encore désigné, si les délais fixés par la loi pour la remise des mémoires et des pièces sont expirés, ou si les parties ont épuisé leur droit en remettant leurs mémoires au greffe avant l'expiration des délais ⁽²⁾. Par contre, ainsi qu'on vient de le voir, il faudrait bien, après la nomination du rapporteur, admettre la réplique à une fin de non recevoir, si la cause avait été mise en rapport avant l'expiration du délai de réplique ⁽³⁾.

II. — Le premier président, avant de nommer le rapporteur, sera ainsi amené à vérifier, autant qu'il sera possible, si les délais accordés aux parties pour la production de leurs mémoires sont expirés ⁽⁴⁾.

III. — En cas d'empêchement du rapporteur, le premier président en nommera un autre ⁽⁵⁾. Il n'y a aucune difficulté à cet égard ; le changement de rapporteur se constate par une simple mention sur la couverture du dossier, signée par le premier président ⁽⁶⁾.

TITRE IV.

Dispositions fiscales.

ART. 23.

La requête en cassation sera enregistrée au droit fixe de cent cinquante francs.

Il sera dû autant de droits qu'il y aura de demandeurs ayant des intérêts distincts.

⁽¹⁾ Cass. fr., 4 février 1884, DALLOZ, 1884, 1, 247.

⁽²⁾ Voy. *supra*, article 19.

⁽³⁾ Voy. *supra*, article 17, *Observation* n° III.

⁽⁴⁾ Voy. *supra*, article 3.

⁽⁵⁾ Règlement du 28 juin 1738, 2^e partie, titre III, article 7.

⁽⁶⁾ Il n'est pas nécessaire qu'une requête soit présentée au premier président pour la nomination d'un nouveau rapporteur.

Observations.

I. — Le droit d'enregistrement de la requête, qui avait été fixé à quinze francs francs par l'article 10 de l'arrêté du 15 mars 1815 et à douze florins par la loi du 31 mai 1824, a été porté à 35 francs par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1879 et à 70 francs par l'article 6 de la loi du 28 août 1921. Nous proposons de la fixer pour l'avenir à 150 francs.

II. — L'obligation de payer autant de droits qu'il y a de demandeurs ayant des intérêts distincts résulte du principe énoncé à l'article 68, § 1^{er}, n° 30, de la loi du 22 frimaire, an VII. La pratique est en ce sens ⁽¹⁾.

ART. 24.

Tous les pouvoirs du ministère public seront exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Observations.

I. — Aux termes de l'article 64, n° 2°, du Code du 25 mars 1891, les actes auxquels donnent lieu les procédures intentées sur la poursuite d'office du ministère public doivent être visés pour timbre en débet. D'autre part, l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1920, article 140, exige que ces actes soient enregistrés en débet.

II. — Nous proposons d'exempter les pourvois du parquet de ces formalités, qui n'ont pas de raison d'être dans les matières exclusivement d'ordre public. En ce qui concerne l'enregistrement, la formalité a paru si peu utile, que pendant plus d'un demi siècle et jusqu'en ces dernières années, son inaccomplissement a passé inaperçu. Il a fallu que, d'office, la Cour de cassation, par ses arrêts du 27 janvier et 20 mai 1916, rappelât que la loi, aussi longtemps qu'elle existe, doit être obéie ⁽²⁾.

ART. 25.

Chaque expédition d'arrêt délivrée à partie sera enregistrée au droit fixe de cent cinquante francs.

Observation.

I. — La loi du 22 frimaire an VII, article 68, § VII, avait fixé le droit à 25 francs. La loi du 28 juillet 1879, l'a porté à 58 francs et la loi du 28 août 1921, à 100 francs. Le chiffre de 150 francs ne paraîtra pas trop élevé aujourd'hui, si l'on tient compte de la diminution de frais résultant de la suppression de l'ordonnance de signification, de l'acte de dépôt et de l'acte de retrait ⁽³⁾.

⁽¹⁾ ROBYNS, *Recueil des décisions en matière d'enregistrement*, année 1877, n° 8735.

⁽²⁾ *Pas.*, 1815-1916, première partie, p. 375, 1917; première partie, p. 20.

⁽³⁾ Voy. *supra*, art. 8, *Observation*, n° 1, et art. 20.

ART. 26.

Par dérogation à l'article 14 de la loi du 25 novembre 1889, modifié par l'article 9 de la loi du 28 août 1921, les droits de greffe perçus au profit de l'État en Cour de cassation sont portés à cinquante francs pour la mise au rôle, à dix francs par rôle pour les expéditions d'arrêts, et à un franc cinquante centimes par rôle pour les copies non signées.

Observation.

Les motifs qui justifient l'augmentation des droits d'enregistrement peuvent s'appliquer aux droits de greffe. Suivant les articles 12 et 14 de la loi du 25 novembre 1889, combinés avec l'article 9 de la loi du 28 août 1921, le droit pour la mise au rôle est de 24 francs; pour les expéditions d'arrêts il est de 8 francs par rôle, et pour les copies non signées, d'un franc par rôle.

Un projet élaboré jadis par M. le Premier Président Scheyven établissait une distinction entre les pouvoirs contre les arrêts des cours d'appel et les pourvois contre les jugements : le droit de mise au rôle aurait été de 48 francs pour les premiers et de 24 francs pour les seconds. Cette distinction a été critiquée par M. le Procureur Général Janssens qui a rappelé que la Cour suprême, n'étant pas un troisième degré de juridiction, ne fait que statuer sur des principes, et que l'importance des questions portées devant elle est sans rapport avec la juridiction dont la décision est attaquée. L'observation paraît fondée; au surplus, si, pour déterminer les droits de greffe, on devait avoir égard à l'intérêt pécuniaire engagé dans la cause, il faudrait faire de multiples distinctions, et notamment classer à part les pourvois contre les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix et par les conseils de prudhommes.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**ART. 27.**

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux affaires introduites avant sa mise en vigueur, sous les modifications suivantes.

Observation.

Il importe de mettre fin d'urgence aux lenteurs de la procédure en cassation; il faut que les nombreuses affaires actuellement en souffrance soient mises en état d'être jugées. De là la nécessité des mesures transitoires qui vont suivre.

ART. 28.

Si l'ordonnance de signification prévue par l'article 13 de l'arrêté du 15 mars 1815 n'a pas encore été rendue, la requête en cassation et le mémoire

ampliatif, s'il y en a, seront retirés du greffe, après avoir été visés par le greffier ; acte de retrait sera dressé.

Ces pièces seront ensuite signifiées au défendeur et rétablies au greffe, avec l'original de l'exploit de signification, dans les deux mois qui suivront la mise en vigueur de la loi, à peine de déchéance.

Observation.

Deux mois suffisent pour permettre au demandeur de retirer du greffe la requête qu'il y a déposée, et pour la rétablir au greffe après l'avoir fait signifier à la partie défenderesse. Il va sans dire que la requête ne pourra subir aucune modification, et que les nullités dont elle serait entachée demeureront acquises.

ART. 29.

Si, lors de la mise en vigueur de la loi, l'ordonnance de signification a été rendue, la partie demanderesse, devra, à peine de déchéance, se conformer au prescrit de cette ordonnance et remettre au greffe, dans le délai qui y est fixé, l'original de l'exploit de signification.

Observation.

Si l'ordonnance du premier président a été rendue, le demandeur s'y conformera comme il devait le faire sous la loi ancienne. La procédure nouvelle pourra être suivie ensuite sans difficulté.

ART. 30.

Si le pourvoi a été signifié avant la mise en vigueur de la loi, la réponse du défendeur sera remise au greffe dans le délai fixé par l'article 16, à compter de la dite mise en vigueur ; à défaut de quoi elle ne pourra être reçue.

Observation.

C'est de cette disposition qu'il faut surtout attendre le remède à la situation actuelle. Nombreuses sont les affaires dans lesquelles les délais sont expirés, sans que la Cour puisse statuer. Il n'en sera plus de même à l'avenir.

ART. 31.

Dans les cas prévus aux trois articles précédents, le greffier se conformera à l'article 20.

Observation.

Il convenait d'éviter qu'une contestation pût surgir sur le point de savoir si les pièces rétablies au greffe étaient bien identiquement les mêmes que celles qui en

avaient été retirées. La disposition ci-dessus donne à cet égard des garanties suffisantes.

ART. 32.

L'article 23 n'est pas applicable aux requêtes en cassation déposées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

Observation.

Cet article ne fait qu'appliquer la règle qui s'oppose à la rétroactivité des dispositions modifiant les droits d'enregistrement ⁽¹⁾.

(1) *Pand. belge*, v° Enregistrement, Application des droits, n° 67.

(28)

(N° 80)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp, dat ik de eer heb U ter behandeling voor te leggen, voert eene van de hervormingen in, waarop in zake rechterlijke organisatie meest wordt gewacht. Het is U niet onbekend, inderdaad, hoe ingewikkeld en traag de thans vóór het Hof van Cassatie geldende rechtspleging is, die trouwens meer dan honderd jaren telt.

Dit ontwerp werd opgemaakt door het in algemeene vergadering vereenigde Hof van Cassatie zelf, in overleg met de Balie van Cassatie : het kan aldus bogen op de instemming van al de belanghebbenden.

Bijgaand verslag (zie bijlage), uitgebracht door de stellers van het ontwerp, maakt er de memorie van toelichting van uit.

De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.

BIJLAGE

VERSLAG

VOORAFGAANDE BEPALING.

De artikelen 14 en 15 van het decreet van 27 November-1 December 1790, het decreet van 2 September 1793, artikel 16 van het decreet van 2 Brumaire, jaar IV, de artikelen 4, 5, 7, 8, 10 tot 23, 33 en 44 van het besluit van 15 Maart 1815 van den Souvereinen Vorst, het tweede lid van artikel 7 van de wet van 10 November 1832 en de wet van 25 Mei 1838 worden door de volgende bepalingen vervangen :

EERSTE TITEL.

Termijn van voorziening in cassatie.

EERSTE ARTIKEL.

In burgerlijke zaken of in handelszaken bedraagt de termijn om beroep in cassatie in te stellen, buiten de gevallen waarvoor door de wet een kortere termijn wordt voorgeschreven, drie maand te rekenen van den dag waarop de beschikking, waartegen wordt opgekomen, aan den persoon of te zijner woonplaats beteekend werd.

Opmerkingen.

I. — Het reglement van 28 Juni 1738, tweede deel, eerste titel, voorzag eenen termijn van voorziening van zes maand. Deze termijn werd op drie maand teruggebracht bij artikel 14 van het decreet van 27 November-1 December 1790 en artikel 1 der wet van 1 Frimaire, jaar II. Het thans geldend besluit van 15 Maart 1815 heeft den termijn van drie maand behouden.

In Nederland, bedraagt de termijn drie maand, doch, wanneer de wet voor het hooger beroep een korteren termijn bepaalt, is de termijn van voorziening vastgesteld op het dubbel van den termijn voor het hooger beroep. (Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, artikel 398).

In Frankrijk, werd de termijn verminderd op twee maand, te rekenen van den dag waarop de beteekening geschiedt (wet van 2 Juni 1862).

II. — Men kent het ontwerp van de Commissie welke bij koninklijk besluit van 23 Juli 1866 werd ingesteld om in België de herziening van het Wetboek

van burgerlijke rechtsvordering voor te bereiden. Luidens artikel 2 van dit ontwerp, dat wij zullen noemen het ontwerp-Allard, wegens het overwegend aandeel dat de geleerde verslaggever in de voorbereiding er van heeft gehad, zijn de termijnen voor de voorziening in cassatie steeds van gelijken duur als voor het hooger beroep, d. i. negentig dagen voor de vonnissen van de rechtbanken van eersten aanleg en de arresten van de hoven van beroep, veertig dagen voor de vonnissen van de rechtbanken van koophandel, en dertig dagen voor die van de vrederechters.

III. — Wij stellen voor den termijn van drie maand te behouden. Dit is de wensch van onze balie van cassatie, die den door de Fransche wet gestelden termijn onvoldoende acht. Het ligt echter niet in onze bedoeling de bepalingen af te schaffen van de bijzondere wetten, waarbij kortere termijnen werden bepaald. Laten wij hier b. v. vermelden het artikel 22 der wet van 29 Juni 1887, betreffende het akkoord tot voorkoming van faillissement, luidens welke tegen het arrest, waarbij over de goedkeuring het akkoord wordt beschikt, slechts in hooger beroep kan worden gekomen binnen de acht dagen te rekenen van het aanplakken van deze beschikking en van de bekendmaking ervan in de dagbladen.

IV. — De termijn van cassatie zal een volle termijn zijn, zooals de termijn van het hooger beroep. Dit is het algemeen beginsel uitgedrukt door artikel 1033 van het Wetboek van rechtsvordering, en dit was ook de wil van de wetgevers in 1738 en in het jaar II. Zoo men er tegenwoordig anders over beschikt, dan is het wegens de bewoordingen waarvan men zich in het besluit van 15 Maart 1815 bediend heeft : het beroep, zegt artikel 4 van dit besluit, moet ingeleid worden binnen den tijd van drie maand. Luidens ons artikel één, evenals in de Fransche wet van 1862. « bedraagt de termijn om beroep in cassatie in te stellen drie maand... ». Het geldt hier dus wel een volle termijn.

V. — De drie maand worden berekend van den zooveelsten dag der maand, tot dezelfde datum der andere maand, volgens de Gregoriaansche tijdrekening : de termijn zal dus soms 92, soms 89 dagen bedragen. De Fransche wet heeft desaangaande een bijzondere bepaling gemaakt (art. 9).

VI. — De termijn gaat in met de beteekening aan partij, en niet met de beteekening aan den pleitbezorger, dewelke slechts vereischt wordt voor de tenuitvoerlegging.

VII. — De termijn van voorziening loopt tegen de partij aan welke de beteekening werd gedaan en niet tegen die, welke de beteekening liet doen ⁽¹⁾.

Te dien opzichte is er geen verandering ⁽²⁾.

(1) Cass. 17 December 1842, *Pas.*, 1843, blz. 73.

(2) Het vonnis of arrest dat niet regelmatig werd beteekend, is vatbaar voor beroep in cassatie gedurende dertig jaar. GARÇONNET en CÉZAR-BRU, *Procédure civile*, 2^e uitgave, n° 2365, tekst en nota 6.

VIII. — Bovenstaande opmerkingen betreffen slechts de betrokken partijen : wat betreft de voorziening vanwege den procureur-generaal, hetzij terzake van overschrijding van rechtsmacht, hetzij in het belang der wet, hij is gebonden aan geene enkele tijdsbepaling ⁽¹⁾.

ART. 2.

Ten aanzien van de bij verstek gewezen arresten en vonnissen welke bij het Hof van Cassatie kunnen worden aangebracht, gaat de termijn eerst in op den dag waarop het verzet niet meer ontvankelijk is.

Opmerkingen.

I. — Dit artikel heeft het voordeel door een wettelijken tekst eene algemeen geldende rechtspraak te bekrachtigen, dewelke berust op artikel 455 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, betreffende het hooger beroep. De Fransche wet van 2 Juni 1862 bevat volstrekt dezelfde bepaling als ons ontwerp (art. 1, tweede lid).

II. — Luidens de artikelen 457 en 458 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, indien het vonnis bij verstek gewezen werd tegen eene partij welke een pleitbezorger heeft, is het verzet slechts ontvankelijk gedurende acht dagen te rekenen van den dag der beteekening aan den pleitbezorger; werd het gewezen tegen eene partij welke geen pleitbezorger heeft, dan is het verzet ontvankelijk tot de tenuitvoerlegging van het vonnis. In zake de uitspraken van de rechtbanken van koophandel, is het verzet, luidens artikel 436 van hetzelfde wetboek, niet meer ontvankelijk na acht dagen volgende op den dag der beteekening. Het ware niet ongewenscht dat deze bepalingen herzien werden, want zij geven aanleiding tot talrijke moeilijkheden; doch wat in zake dergelijke herziening ook beslist worde, het beginsel van ons artikel 2 zal moeten behouden blijven : eerst bij afloop van den termijn van verzet, zal de termijn van voorziening ingaan ⁽²⁾.

ART. 3.

De termijn wordt met drie maand verlengd ten behoeve van de personen, die wegens een openbaren dienst uit het Belgisch grondgebied afwezig zijn, en ten behoeve van de zeelieden, afwezig wegens zeeveraart.

De gewone termijn voor het beroep in cassatie wordt verlengd : met eene maand, indien de eischer zijn woonplaats heeft in een Europeesch Rijk,

(1) GARÇONNET en CÉZAR-BRU, *op. cit.*, VI^e deel, n^o 2364. — FAYE, *La Cour de Cassation* (Parijs 1903), n^o 454.

(2) Inderdaad, volgens de gevestigde rechtspraak, is voorziening in cassatie tegen bij verstek gewezen beschikkingen slechts ontvankelijk wanneer deze definitief zijn geworden, bij gebrek aan verzet binnen den gestelden termijn. Cass. 26 November 1892, *Pas.* 1893, blz. 37. Fr. Cass, 17 December 1913, *Dalloz*, 1917, 1, 183.

dat niet aan België grenst; met drie maand, indien hij zijn woonplaats heeft buiten Europa; deze termijnverlenging wordt bij oorlog ter zee verdubbeld waar het overzeesche landen geldt.

Opmerkingen.

I. — Op den algemeenen regel waarbij de termijn van voorziening wordt vastgesteld, is het billijk eene uitzondering te voorzien ten behoeve van hen die, in België metterwoon gevestigd, uit s' Rijks grondgebied wegens een openbaren dienst afwezig zijn. Het reglement van 1738, 1^{ste} deel, IV^e titel, artikel 11, voorzagt voor hen een termijn van een jaar, te rekenen van den dag der beteekening van de beschikking te hunner laatste woonplaats. De artikelen 446 en 485 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bevatten soortgelijke bepalingen in zake hooger beroep en request civiel.

II. — Anderzijds, verleent 1 / decreet van 2 September 1793 aan de zeelui, afwezig wegens zeevaart, een termijn van drie maand te rekenen van hunnen terugkeer, om de cassatie te vorderen van de tegen hen, gedurende hunne afwezigheid gewezen vonnissen; maar het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bevat henaangaande geen enkele bepaling.

III. — Artikel 4 van de Fransche wet van 2 Juni 1862 verleent aan beide deze soorten van rechtzoekenden eene termijnverlenging van acht maand. Het kwam overdreven voor den termijn van voorziening te schorsen gedurende gansch den duur van de afwezigheid van een zeeman, die in Frankrijk eene woonplaats heeft gelaten en die, indien hij er belangen heeft, daar een lasthebber heeft moeten aanstellen. De wet van 1793 handhaven naast het regiem ingesteld tegenover diegenen die afwezig zijn wegens openbaren dienst, dat was de handhaving van een mistoestand, want terwijl de matroos aan boord van een Staatschip de aan de zeelieden verleende voordeelen had genoten, zou de soldaat van het garnizoen van hetzelfde schip slechts het meer beperkte voordeel hebben genoten van den afwezige wegens openbaren dienst.

IV. — Door ons ontwerp wordt aan de eenen en aan de anderen een gelijke termijnverlenging van drie maand toegestaan. Wij aarzelen des te minder den door de Fransche wet bepaalden termijn te verminderen, daar het verstrijken van den termijn niet voor gevolg heeft het recht om in cassatie te komen te doen vervallen, in de uitzonderlijke gevallen, waarbij de eischer in cassatie bewijst dat gebeurtenissen van overmacht hem belet hebben vroeger te handelen dan hij gedaan heeft ⁽¹⁾.

V. — Het ontwerp brengt geen enkele wijziging toe aan artikel 2 van de wet van 6 brumaire, jaar V, die eene bepaling bevat van denzelfden aard als die van de Belgische wet van 4 Augustus 1914, ten behoeve van de verdedigers van het vaderland.

(¹) Zie verder, opmerking n° VII, en onder artikel 8, opmerking n° II.

VI. — Onze bestaande wetgeving laat geene termijnverlenging toe ten behoeve van de personen welke in het buitenland gevestigd zijn, terwijl artikel 445 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, hun, om in hooger beroep te gaan, behalve den termijn van drie maand, den dagvaardingstermijn verleent, welke geregeld wordt bij artikel 73 van hetzelfde wetboek.

Dit is eene niet te rechtvaardigen abnormaliteit : de rechtvaardigheid gebiedt den termijn van voorziening in cassatie te verlengen ten behoeve van hen die, in een verafgelegen land wonend, de grootste moeilijkheden moeten ondervinden om een raadsman te kiezen, gelast hen te vertegenwoordigen voor het Hof van Cassatie, en om met hem overleg te plegen over de aan te voeren middelen.

De Fransche wet (art. 5) neemt de termijnverlenging aan ten voordeele van hen die in het buitenland metterwoon gevestigd zijn. Indien de thans bestaande verkeersmiddelen gedoogen diegenen van het voordeel der verlenging uit te sluiten, die in een aan België grenzend land wonen, is dit niet meer het geval voor de personen die in de andere vreemde landen zijn gevestigd.

Redelijkerwijze kan eene verlenging van een maand verleend worden, indien het domicilie in een land in Europa is gevestigd, van drie maand, indien het zich buiten Europa bevindt.

VII. — De termijnverlenging in geval van oorlog ter zee, is in onze wetten niet onbekend : wij hebben haar aangetroffen nl. in de wet van 20 Mei 1872 op den wisselbrief, artikelen 54 en 57. Het geldt hier de toepassing van het beginsel van redelijkheid en rechtvaardigheid, dat eischt dat de termijnen worden verlengd indien de partij in de onmogelijkheid verkeert zich te gedragen naar de wet.

Een andere toepassing van hetzelfde beginsel vindt men in het bericht van den Raad van State van 27 Januari 1814, betreffende de termijnen voor het protesteeren van de handelsbrieven, na een vijandelijken inval of andere oorlogsfeiten. In het algemeen, zoodra het een geval van overmacht geldt, heeft het verstrijken van den termijn geen verval van het recht om zich te voorzien voor gevolg ⁽¹⁾, maar dan behoort het den eischer in cassatie te bewijzen dat het geval van overmacht werkelijk heeft bestaan; bij oorlog ter zee integendeel, wordt de termijn van rechtswege verlengd ten behoeve van hem die metterwoon gevestigd is in een overzeesch land, zonder dat hij welk bewijs ook heeft aan te brengen.

ART. 4.

De termijn loopt tegen minderjarigen, onder curateele gestelden en andere onbekwamen.

Opmerkingen.

I. — Bij het reglement van 28 Juni 1738, eerste deel, IV^e titel, artikel 13, werd de termijn van voorziening voor de minderjarigen op zes maand bepaald,

⁽¹⁾ *Pandectes belges*, V^{is} Cas fortuit, n^o 100; Cassation Civile, n^o 93; Cassation criminelle, n^o 78; délai, n^o 190 en volgende; Cass. 3 Februari 1919, *Pas.*, blz. 66.

te rekenen van de beteekening die moest worden gedaan aan hun persoon of te hunner woonplaats, sedert dat zij meerderjarig waren geworden. Het decreet van 27 November-1 December 1790 heeft een einde gamaakt aan die buitensporige bescherming, door bij artikel 14 in het algemeen te bepalen dat de termijn drie maand zou bedragen te rekenen van de beteekening, voor al de personen, zonder onderscheid, die in Frankrijk wonen. Krachtens artikel 444 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering betreffende het hooger beroep, loopt de gewone termijn ten aanzien van al de onbekwamen, behoudens hun verhaal op diegenen, als naar rechten. Artikel 4 van het besluit van 15 Maart 1815, dat thans van kracht is, maakt geen onderscheid tussehen de bekwame personen en deze die een wettelijken vertegenwoordiger hebben. Dit stelsel komt blijkbaar overeen met de strekking van de moderne wetgeving; er zijn termen om het door bovenstaanden tekst te bekrachtigen.

II. — Opdat de termijn van beroep kunne loopen tegen een minderjarige welke geene handlichting heeft bekomen, eischt artikel 444 van het Wetboek van rechtsvordering dat het vonnis beteekend weze niet alleen aan den voogd, maar ook aan den toezienden voogd. Zoo deze uitzonderingsmaatregel te billijken is waar het de jurisdictie in tweeden graad geldt, zoo lijkt hij overbodig voor een middel van beroep zooals de voorziening in cassatie : wanneer de voogd zijne toevlucht reeds heeft genomen tot de twee graden van de gewone jurisdictie, moet het hem mogelijk zijn zelf te oordeelen of er termen zijn om zich neder te leggen bij de in laatsten aanleg gewezen beschikking ⁽¹⁾.

ART. 5.

De loop van den termijn wordt onderbroken door het overlijden van hem die het recht heeft om zich in cassatie te voorzien; hij gaat dan eerst weder in nadat het arrest of het vonnis is beteekend aan de erfgenamen of rechtverkrijgenden van den overledene, op de wijze voorgeschreven bij artikel 447 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Opmerkingen.

1. -- De zaak wordt nog steeds geregeld door de verordening van 28 Juni 1738 (1^{ste} deel, IV^e titel, art. 14), waarvan wij niet meenen dat het decreet van 27 November-1 December 1790 wenschte af te wijken. De erfgenamen, opvolgers of rechtverkrijgenden van een partij die overlijdt vóór het verstrijken van den termijn van voorziening, genieten voor dezelfde zaak een nieuwen termijn van denzelfden duur als de eerste, te rekenen van de beteekening van het arrest of van het vonnis, die gedaan wordt aan hun persoon of te hunner woonplaats ⁽²⁾.

⁽¹⁾ DALLOZ, *Répertoire*, Voir Cassation, n^o 165; BERNARD, *Des pourvois en cassation*, blz. 118. Fr. Cass. 5 Juni 1832, *Journ. du Palais*, 1832, blz. 436. Fr. Cass. 7 Januari 1862, DALLOZ, 1862, 1, 65. Fr. Cass. 13 Januari 1890, DALLOZ, 1, 145.

⁽²⁾ SCHEYVEN, *Des pourvois en cassation*, n^o 137 — CRÉPON, *Du pourvoi en cassation*, n^o 960. — Cass. 11 Februari 1841, *Pas.*, blz. 132.

Er zijn geen termen om te dien opzichte aan de bestaande wetgeving wijzigingen toe te brengen. Men zou zich kunnen afvragen of de termijn om in cassatie te komen niet in overeenstemming dient gebracht met artikel 447 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, volgens welk de termijn om in hooger beroep te gaan eerst weder begint te loopen te rekenen van den tijd welke den erfgenamen verleend is om den inventaris op te maken en te beraadslagen; er kan, inderdaad, eenig bezwaar bestaan in het feit dat de erfgenamen in sommige gevallen verplicht zijn hun beroep in cassatie in te dienen voordat zij eene beslissing hebben getroffen ter zake het aanvaarden van de erfenis; dit bezwaar is echter niet van zulk gewicht, dat het eene termijnverlenging zou billijken; de voorziening sluit niet de aanvaarding van de erfenis in zich; zooveel mogelijk dient de rechtspleging bespoedigd.

II. — De onderbreking van den termijn is beter dan de eenvoudige schorsing : te dien opzichte verkiezen wij het stelsel gehuldigd door de verordening van 1738, boven dat van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, waarbij aan de erfgenamen, om eene beslissing te nemen, slechts dien tijd gegund werd, die overbleef van den vroegeren termijn ⁽¹⁾. Desnoods kan men aannemen dat aldus gehandeld wordt voor het hooger beroep, dat wordt aangevangen zonder eenige andere formaliteit dan eene deurwaardersacte; doch, voor de voorziening in cassatie kan dit niet : de erfgenamen, die wettelijk gesproken slechts kennis krijgen van het tegen hunnen rechtgever gewezen vonnis door de hun gedane beteekening, moeten den noodigen tijd hebben om een gemotiveerd verzoekschrift op te stellen houdende uiteenzetting van hunne middelen van cassatie.

III. — Opdat de termijn weder kunne ingaan, moet de beteekening gedaan worden op de wijze voorgeschreven bij artikel 447 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Het is niet noodig dat zij gedaan worde aan den persoon van de erfgenamen of te hunner woonplaats; hun naam en stand moet niet bekend zijn door de partij die in het gelijk werd gesteld; deze kan, zooals voor het hooger beroep, de beteekening doen ter woonplaats van den overledene, zonder ieder der erfgenamen of rechtverkrijgenden te vermelden ⁽²⁾.

IV. — Geen termijnverlenging wordt verleend aan den eischer in cassatie, in geval van overlijden van den persoon waartegen de vordering in cassatie moest worden ingesteld.

ART. 6.

Het request civiel schorst ten aanzien van al de betrokken partijen den termijn van voorziening, die niet weder begint te loopen dan te rekenen van de beteekening van het arrest of het vonnis tot eindbeschikking op het request.

(1) Artikel 341 van het Nederlandsch Wetboek van burgerlijke strafvordering, toepasselijk gemaakt op de voorziening in cassatie bij artikel 399 van dat wetboek, is slechts eene herhaling van artikel 447 van het Wetboek van rechtsvordering van 1806.

(2) Zie Locaë, *Observations de l'Orateur du Tribunal concernant l'article 447 du Code de procédure civile*.

Opmerking.

Het beroep in cassatie is niet ontvankelijk, wanneer het middel van request civiel open staat. Men weet inderdaad dat de wet aan de partij niet toelaat zich in cassatie te voorzien dan nadat zij alle andere rechtsmiddelen heeft gebezigd om het vonnis te doen herzien.

Het indienen van een request civiel moet dan ook noodzakelijk de schorsing van den termijn van voorziening in cassatie ten gevolge hebben ⁽¹⁾. Dit kan een bron van vertraging zijn, doch tegen dit bezwaar is geen ander middel dan de bespoediging van de rechtspleging gedurende de twee stadia van het geding. Indien het request civiel zich voordoet in zulke omstandigheden dat het wordt aangezien als eene vermetele en tergende daad, gepleegd om de eindoplossing van het geschil te vertragen, kan de partij die het heeft ingediend veroordeeld worden, niet alleen tot betaling van de honderd vijftig frank vergoeding, waarvan sprake in artikel 494 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering, maar tot de algeheele vergoeding van de schade welke er voor de wederpartij uit voortspuit (Wetboek van rechtsvordering, artikel 500).

Art. 7.

Het na den voorzienen termijn ingesteld beroep in cassatie wordt, zelfs van ambtswege, niet ontvankelijk verklaard.

Opmerkingen.

I. — De openbare orde verzet er zich tegen dat men een zaak, waarover in laatsten aanleg uitspraak werd gedaan, weder te berde zou kunnen brengen, wanneer tegen de beschikking niet werd opgekomen binnen den bij de wet gestelden tijd. Wordt het feit dat de termijn verstreken is niet door den verweerder als een grond van niet-ontvankelijkheid tegengeworpen, dan doet het Hof dit van ambtswege; zoowel in Frankrijk als in België is dit de vaste rechtspraak.

II. — Maar, zooals er reeds aan herinnerd werd ⁽²⁾, is er geen verval indien redenen van overmacht den verzoeker hebben belet te handelen binnen den gestelden tijd, zooals b. v. in oorlogstijd, bij oproer, of bij vastgestelde afwezigheid van den griffier belast met het in ontvangst nemen van het beroep ⁽³⁾. Dit is een algemeene regel, welke in de wet niet hoefde herhaald. Eene toepassing van dezen regel vindt men in artikel 4 van het decreet van 6-8 pluviôse, jaar II, betreffende de titels of processtukken waarop het zegel is gelegd.

III. — Het spreekt van zelf dat de eischer in cassatie, behalve in onverdeeltbare zaken, slechts vervallen is van zijn recht tot voorziening ten aanzien van de partijen aan wie de beteekening niet te bekwanter tijd werd gedaan.

⁽¹⁾ Zie, in verband hiermede, het ontwerp der Commissie van 1866, § 2.

⁽²⁾ Zie, bij artikel 3, *opmerkingen* n^os IV en VII.

⁽³⁾ *Cass.*, 2 April 1850, *Pas.*, bl. 317.

TITEL II.

Wijze van voorziening in cassatie.

ART. 8.

De voorziening wordt aangevangen door overlegging ter griffie van het Hof van Cassatie van het verzoekschrift dat, in alle betwiste zaken, vooraf zal beteekend worden aan de partij tegen welke in cassatie wordt gekomen.

In het arrondissement Brussel wordt deze beteekening gedaan door een deurwaarder bij het Hof van Cassatie en, in de andere arrondissementen, door een deurwaarder van de woonplaats van den verweerder. De voor de dagvaarding voorgeschreven rechtsvormen zijn van toepassing.

Opmerkingen.

I. — Bovenstaande tekst werd overgenomen uit artikel 3 van het ontwerp der Commissie van 1866. Het strekt tot vereenvoudiging en tot bespoediging van de rechtspleging. Tegenwoordig moet de griffier die het verzoekschrift heeft ontvangen aan den eischer een grosuitgifte afleveren en moet de eerste voorzitter een bevel verleenen houdende dat het beroep binnen den tijd van een maand aan den verweerder zal beteekend worden. Na de beteekening, moet de eischer de uitgifte van het verzoekschrift met het beteekeningsexploit ter griffie weder overleggen ⁽¹⁾. Zooals het verslag, dat bij het ontwerp Allard is gevoegd, laat opmerken, zijn dit langdurige, veel kostende en nuttelooze formaliteiten, onverstandig overblijfsel van de voorafgaande machtiging eertijds gegeven door de Kamer der verzoekschriften ⁽²⁾.

(1) Besluit van 15 Maart 1815, artikelen 13, 14 en 17.

(2) Allard noemt de Kamer der verzoekschriften een « overbodige inrichting », welke gelukkig ten onzent sedert 1814 afgeschaft is. Niemand vraagt in België de wederoprichting van de Kamer der verzoekschriften, waar de voorzieningen in Cassatie in burgerlijke zaken niet talrijk voorkomen. Doch van deze instelling moet men toch niet te veel kwaad spreken : dank zij deze instelling wordt in Frankrijk het twee derden van de voorzieningen verworpen, zonder dat de partij, welke de bestreden beschikking heeft bekomen, voor het Hof van Cassatie wordt betrokken. Wordt het beslechten van het geschil vertraagd in de gevallen waarin de zaak achtereenvolgens bij de Kamer der verzoekschriften en bij de burgerlijke Kamer wordt aangebracht, bespoedigd wordt zij integendeel, in de meer talrijke gevallen, waarin zij bij de burgerlijke Kamer niet aanhangig wordt gemaakt. Laten wij ten slotte opmerken dat, behalve in geval van overschrijding van gezag, eene in laatsten aanleg gewezen beschikking niet kan nietig worden verklaard dan na de controle van de twee kamers, wat een kostbare waarborg is. Een bezwaar tegen het Fransche stelsel is, dat het kan leiden tot verschil in de rechtspraak van twee afdeelingen van een lichaam, dat werd opgericht met het doel eenheid te brengen onder de uitspraken van de andere rechterlijke autoriteiten. Het op 19 September 1834 door de Regeering ingediend wetsontwerp nam eene Kamer der verzoekschriften aan : de Kamer der Volksvertegenwoordigers verwierp het artikel bij 38 stemmen tegen 37.

II. — Het verzoekschrift moet op zegel gesteld zijn; het moet geregistreerd zijn, bij gebreke waarvan de griffier het niet mag in ontvangst nemen ⁽¹⁾.

III. — Moest men het ontwerp der Commissie van 1866 aannemen, dan zou het verzoekschrift slechts kunnen beteekend worden door een daartoe aangewezen deurwaarder. De voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de beteekening moet plaats hebben, zou belast zijn met deze aanstelling. Deze voorzorg lijkt overdreven : al de fungeerende deurwaarders moeten het vertrouwen van den rechter waardig zijn ⁽²⁾; het is moeilijk aan te nemen dat de voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg een ministerieelen ambtenaar zou kunnen afwijzen, die hem de toelating zou vragen eene vordering tot cassatie te beteekenen. Alleen de deurwaarders bij het Hof van Cassatie moeten een voorrecht genieten : zij alleen, bij uitsluiting van alle anderen, worden gerechtigd om, in het arrondissement Brussel, de acten van rechtspleging in Cassatie te beteekenen ⁽³⁾.

IV. — Het verzoekschrift moet slechts beteekend worden aan de personen, die als partijen hebben gestaan tegenover de rechters wier beschikking wordt aangevallen ⁽⁴⁾. Deze die, na in de zaak betrokken te zijn geweest vóór den rechter in eersten aanleg, dit niet meer waren in hooger beroep, kunnen als verweerder niet meer voor het Hof van Cassatie betrokken worden ⁽⁵⁾. Dan nog moet de bestreden beschikking van zulken aard zijn, dat zij tot voordeel strekke van den verweerder; zoo niet, moet de voorziening tegenover hem niet ontvankelijk zijn ⁽⁶⁾.

V. — Het verzoekschrift moet, na beteekening, ter griffie worden *overgelegd*.

Bij artikel 5 van het besluit van 15 Maart 1815 werd bepaald dat de eischer het ter griffie zou *nederleggen* : zooals verder uit artikel 20 van dit ontwerp zal blijken, dient de acte van nederlegging afgeschaft.

VI. — De voorziening in cassatie is niet de voortzetting van een reeds bestaande vordering; zij is het beginsel van een nieuwe vordering. De voorschriften die de

(1) Besluit van 15 Maart 1815, artikel 10. Tegenwoordig worden de verzoekschriften van het Openbaar Ministerie in debet geregistreerd; bij artikel 24 van ons ontwerp wordt deze formaliteit afgeschaft.

(2) In onze wetgeving treft men nog vrij veel gevallen aan, waarin de rechter den deurwaarder moet aanstellen. Maar, zooals in de *Pandecten*, V^o (Huissier commis), n^o 2, gezegd wordt, is dit eene voorzorg overgenomen uit eene verouderde wetgeving; de misbruiken van het oud regiem zijn niet meer te vreezen.

(3) Verg. SCHEYVEN, *Des pourvois en cassation*, n^o 158.

(4) Cass., 14 Januari 1886. *Pas.*, blz. 45; Fr. Cass., 17 Maart 1913. *DALLOZ*, 1915, 1, 128.

(5) Cass., 29 December 1879. *Pas.*, 1880, blz. 44.

(6) FAYE, n^{os} 41 en 46. CRÉPON, 2^o deel, n^{os} 198 en volg. Fr. Cass., 2 Juli 1877. *DALLOZ*, 1878, 1, 57. De voorziening in Cassatie van een arrest gewezen op hooger beroep van den Procureur des Konings, moet gericht zijn tegen den Procureur Generaal bij het Hof van waar het bestreden arrest uitgaat : Cass., 20 Mei 1916, *Pas.*, blz. 110.

rechtsvordering regelen in zake eene verandering in den toestand van eene of andere der partijen in den loop van een rechtsgeding, zijn dan ook niet van toepassing. Deed zich een overlijden voor, of een faillissement, eene onder curateele stelling, eene benoeming van gerechtelijken raadsman, een huwelijk, enz., dan moet daarmede rekening worden gehouden bij de beteekening van het beroep in cassatie. Eene vordering in cassatie ingesteld uit naam van een overleden persoon ware nul en van geener waarde. Is het de verweerder die overleden is, dan moet de voorziening aan zijne erfgenamen beteekend worden ⁽¹⁾. Indien de verweerder meerderjarig is geworden of opgehouden heeft onder curateele te staan, dan wordt de beteekening aan hemzelf gedaan ⁽²⁾.

Indien de vrouw-verweester in den echt is getreden, dan wordt de voorziening daarenboven aan den echtgenoot beteekend, die zijn machtiging als echtgenoot moet geven ⁽³⁾.

Is de verweerder failliet gegaan, dan moet de beteekening aan den curator gedaan worden ⁽⁴⁾.

Art. 9.

Het verzoekschrift, waarvan en het afschrift en het origineel door een advocaat bij het Hof zijn onderteekend, bevat eene omschrijving van de middelen van den verzoeker en zijne conclusiën, met aanwijzing van de wetsbepalingen welke hij beweert te zijn geschonden : een en ander op straffe van nietigheid.

Opmerkingen.

I. — Dit artikel brengt aan de bestaande wetgeving geenerlei wijziging toe. Zooals thans, moet het verzoekschrift de namen en den stand van de verzoekers, evenals die van de verweerders vermelden, met nauwkeurige aanwijzing van de beschikking waartegen wordt opgekomen en van de conclusiën der verzoekers, onder opsomming van de aangevoerde middelen.

Het zal de wetsbepalingen aanduiden welke het beweert geschonden te zijn en aantoonen hoe de bestreden beschikking die bepalingen heeft overtreden.

II. — Het verzoekschrift moet, en op het afschrift, en op het origineel, onderteekend zijn door een advocaat bij het Hof van cassatie. Dit wordt geëischt door het Reglement van 28 Juni 1738, 2^e deel, 1^e titel, artikel 17. Het is wenschelijk dat de advocaat van den eischer, vóór de beteekening, het afschrift onder oogen hebbe dat in handen van zijne wederpartij zal worden gelaten : hij is aldus in de gelegenheid gesteld den uiterlijken vorm van dit afschrift na te gaan en zich van de echtheid ervan te vergewissen.

(1) Fr. Cass., 26 November 1849. DALLOZ, 1849, 1, 288; Fr. Cass., 9 avril 1850. DALLOZ, 1850, 1, 124; B. Cass., 28 Mei 1903. *Pas*, blz. 246; B. Cass., 8 Júlí 1920. *Pas.*, 1921, blz. 55.

(2) Cass., 6 December 1912. *Pas.*, 1913, blz. 26; Fr. Cass., 1 Maart 1911. DALLOZ, 1913, 1, 89.

(3) Cass., 18 Januari 1866. *Pas.*, blz. 174; Cass., 2 Mei 1912. *Pas*, blz., 234.

(4) Cass., 9 Mei 1901. *Pas.*, blz. 229; Verg. Cass., 1 Júlí 1880. *Pas.*, blz. 259.

III. — Het openbaar ministerie, dat zich in cassatie kan voorzien wanneer het hoofdpartij was in het geding, is gehouden de gewone voorschriften van de rechtspleging na te leven, inzonderheid diegene gesteld in bovenstaand en in het vorig artikel. Zijn verzoekschrift moet echter niet ondertekend zijn door een advocaat bij het Hof van cassatie ⁽¹⁾.

IV. — Bovenstaande artikel bepaalt de straf welke wordt opgelopen bij niet-inachtneming van de wettelijke voorschriften. De voorziening zal nul en van geener waarde zijn ⁽²⁾ en de eischer zal geene nieuwe vordering tot cassatie mogen instellen.

ART. 10.

Bij het verzoekschrift worden, evenzoo op straffe van nietigheid, gevoegd :

1° De uitgifte of het beteekende afschrift van de beschikking waarvan de cassatie wordt gevorderd ;

2° In betwiste zaken, het exploit waarbij beteekening van de voorziening wordt vastgesteld.

Opmerkingen.

I. — Waar het ontwerp, dat hier slechts herhaalt wat reeds bepaald werd bij artikel 5 van het besluit van 15 Maart 1815, eischt dat de uitgifte of het beteekend afschrift van de bestreden beschikking overgelegd worde, heeft het ten doel het Hof van cassatie in staat te stellen in al hare bestanddeelen de rechterlijke acte te beoordeelen, waartegen wordt opgekomen als afbreuk doende aan de wet ⁽³⁾. De eischer mag zich dan ook niet altijd vergenoegen bij zijn verzoekschrift de bestreden beschikking te voegen : indien deze beschikking, bij eenvoudige aanneming van beweegredenen, het in eersten aanleg gewezen vonnis bevestigd heeft, is het onontbeerlijk dat ook dit vonnis aan het Hof van cassatie worde overgelegd tegelijk met het bevestigend arrest of vonnis ⁽⁴⁾, ten ware de kwaliteiten van dit arrest of vonnis de beweegredenen aanhaalden van de beschikking der eerste rechters ⁽⁵⁾. In geval van voorziening tegen een eindvonnis daarentegen, is de overlegging van het tusschen-vonnis dat het heeft voorafgegaan slechts vereischt, indien de inhoud van het aangevallen vonnis niet volstaat om het Hof in staat te stellen hare controle-opdracht uit te oefenen ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Reglement van 28 Juni 1738, 1^e deel, titel IV, artikelen 16 en 17. Cass., 19 Maart 1874. *Pas.*, blz. 92; Cfr. MERLIN. *Questions de droit*, V^e Cassatie, § IX.

⁽²⁾ Op 13 Juni 1867 heeft het Hof van Cassatie een beroep op Cassatie verworpen omdat de aan de verweerders beteekende afschriften niet waren bekleed met de handteekening van den advocaat der partij die den eisch had ingesteld. (*Pas.*, 1868, blz. 35.)

⁽³⁾ Cf. *Wetboek van strafvordering*, art. 419.

⁽⁴⁾ Cass. 3 Maart 1904, *Pas.* blz. 157; Cass. 15 December 1910, *Pas.* 1911, blz. 46; Cass. 14 December 1914, *Pas.* 1912, blz. 36.

⁽⁵⁾ Cass. 10 Mei 1883, *Pas.* blz. 222; Cass. 7 Mei 1885, *Pas.* blz. 162.

⁽⁶⁾ Cass. 19 Juni 1919, *Pas.* blz. 159.

II. — In betwiste zaken, moet de eischer bewijzen dat zijn tegenstrever verwittigd werd : hij is verplicht bij zijne acte van voorziening het exploit te voegen waarbij de bij artikel 8 voorgeschreven beteekening wordt vastgesteld. De beteekening van het verzoekschrift kan niet geëischt worden in zake van vrijwillige rechtsmacht, aangezien er geen verweerder is.

III. — De onmiddellijke overlegging van de in bovenstaand artikel opgesomde stukken is een van de hoofdzakelijke formaliteiten van de voorziening in cassatie : de griffier mag het inleidend verzoekschrift slechts in ontvangst nemen, indien die stukken er bij gevoegd zijn ⁽¹⁾.

Mocht niettemin het verzoekschrift in ontvangst genomen geworden zijn zonder de bestreden beschikking en het beteekeningsexploit, dan zou het beroep in cassatie moeten verworpen worden, al werden die stukken naderhand overgelegd ⁽²⁾.

ART. 11.

Indien het bestreden arrest of vonnis verscheidene beschikkingen bevat, wijst het verzoekschrift nauwkeurig de punten aan waartegen den eisch wordt gericht : van de beschikkingen, waartegen niet wordt opgekomen, kan naderhand de cassatie niet meer worden gevorderd.

Opmerkingen.

Dit artikel is slechts eene herhaling van artikel 7 van het besluit van 15 Maart 1815. Het is niet toegelaten in cassatie te komen tegen sommige punten van een arrest of vonnis, terwijl reeds tegen andere punten eene vordering tot cassatie werd gericht; de aanlegger is gehouden aan het Hof van cassatie tegelijk al de schennissen van de wet voor te leggen, welke hij aan het aangevallen vonnis verwijt; vergeet hij er eene, dan is hij, ten aanzien daarvan, volstrekt van zijn recht vervallen.

ART. 12.

Op het oogenblik dat het verzoekschrift of de inleidende memorie wordt ingediend, stelt de griffier de zaak op de algemeene rol, die openbaar is.

Opmerkingen.

I. — Zooals reeds gezegd werd, is de griffier niet meer verplicht eene acte van nederlegging van het verzoekschrift op te maken; doch onmiddellijk moet hij de zaak op de algemeene rol stellen, die moet bijgehouden worden krachtens artikel 2 van de wet van 30 Maart 1893 ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Reglement van 28 Juni 1738, 1^o deel, titel IV, art. 4. MERLIN, *Questions de droit*, V^o Cassation, § 20, n^o 6.

⁽²⁾ Besluit van 15 Maart 1815, artikel 5; Cass, 21 November 1889, *Pas.* 1890, blz. 23.

⁽³⁾ Zie het reglement van inwendigen dienst van het Hof, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 28 October 1896. Cf. Wetboek van Strafvordering, art. 417, derde lid.

II. — Hij schrijft de zaak in na zich er van overtuigd te hebben dat het verzoekschrift voldoet aan de uiterlijke vormen van eene voorziening onderteekend door een advocaat bij het Hof van cassatie ⁽¹⁾.

III. — De inschrijving op de algemeene rol wordt geweigerd : 1° als het verzoekschrift niet geregistreerd is ⁽²⁾, tenzij het een beroep van wege het openbaar ministerie geldt ⁽³⁾; 2° als de bij artikel 10 vermelde stukken er niet bijgevoegd zijn ⁽⁴⁾. Zij kan niet worden geweigerd onder voorwendsel dat de termijn van voorziening verstreken is.

ART. 13.

Een aanvullende memorie houdende uiteenzetting der feiten en toelichting van de middelen van cassatie kan, na vooraf beteekend te zijn geworden aan den verweerder, door den eischer bij zijn verzoekschrift worden gevoegd of binnen vijftien dagen na dezès beteekening worden overgelegd.

Opmerkingen.

I. — Hierin zal men de bepaling van artikel 11 van het besluit van 15 Maart 1915 herkennen. In het ontwerp Allard wordt de aanvullende memorie afgeschaft. Wij meenen dat, te dien opzichte, de bestaande regeling dient gehandhaafd; de eischer dient niet beroofd van een recht, waartegen geen ernstig bezwaar werd geopperd.

II. — De beroeper in cassatie geniet ook een bijkomstigen termijn voor de uiteenzetting der feiten en de ontwikkeling van zijne middelen van voorziening. Doch de aanvullende memorie mag geene middelen aanvoeren welke niet vermeld zijn in het inleidend verzoekschrift ⁽⁵⁾, noch nieuwe schennissen der wet aanduiden ⁽⁶⁾, noch gericht zijn tegen andere verweerders dan degene die beteekening van het beroep hebben ontvangen. Uit wat wij gezien hebben onder artikel 11 blijkt nog, dat de aanvullende memorie geen andere punten van de aangevallen beschikking mag bestrijden, dan diegene bedoeld in het verzoekschrift, zelfs al waren de aangevoerde middelen volstrekt dezelfde ⁽⁷⁾. De memorie kan daarentegen den omvang van het beroep verminderen ⁽⁸⁾.

⁽¹⁾ SCHEYVEN, n° 142, *in fine*.

⁽²⁾ Zie onder artikel 8, *Opmerkingen*, n° II.

⁽³⁾ Zie *infra*, artikel 24.

⁽⁴⁾ Zie *Supra*, artikel 10, *Opmerkingen*, n° III.

⁽⁵⁾ Cass. 28 Mei 1891, *Pas. blz.* 189.

⁽⁶⁾ Cass. 27 Januari 1887, *Pas. blz.* 56. Cass. 28 Mei 1891, *Pas. blz.* 189.

⁽⁷⁾ In Frankrijk, mogen in de aanvullende memorie nieuwe middelen voorgebracht worden, indien zij geene wijziging toebrengen aan wat den grond van het geschil uitmaakt, d. i. indien zij geene punten van de beschikking aanvallen, welke in het verzoekschrift niet worden bedoeld (FAYE, *La Cour de Cassation*, n° 207 en 218).

⁽⁸⁾ Fr. Cass. 30 Juni 1851, *Journal du Palais*, 1851, 2, 149.

III. — De aanvullende memorie, onderteekend door den advocaat van den aanlegger en behoorlijk beteekeud aan den verweerder, moet ter griffie overgelegd worden uiterlijk binnen vijftien dagen na de beteekening van het inleidend verzoekschrift; hier geldt het geen volle termijn ⁽¹⁾.

ART. 14.

Beroep in cassatie vanwege den procureur-generaal hetzij ter zake van overschrijding van rechtsmacht, hetzij in het belang der wet, wordt ingesteld onder den vorm van een ter griffie nedergelegden eisch.

Opmerkingen.

I. — De bestaande wetgeving wordt door dezen tekst geenszins gewijzigd. Artikel 59 van het besluit van 15 Maart 1815 luidt: « Vordert de procureur-generaal de cassatie van een arrest, dat doet hij den eisch ter griffie nederleggen. De eerste voorzitter stelt den verslaggever aan en voor het overige handelt men op de hierboven voorgeschreven wijze, na het openbaar ministerie te hebben gehoord.

II. — De schriftelijke eisch moet als regel gelden. Het gebeurt soms dat het openbaar ministerie, ter terechtzitting waar de zaak is opgeroepen, terwijl hij zijne conclusiën uitbrengt over de ontvankelijkheid of de gegrondheid van het beroep in cassatie van partij, mondeling de cassatie vordert in het belang der wet. Van deze practijk, welke in België slechts heel zelden werd aangewend in burgerlijke zaken, diende men af te zien. Zij berust op geen enkelen wettelijken tekst. Zij biedt geen enkel voordeel, want de procureur-generaal, wien de stukken der rechtspleging door den griffier in handen werden gesteld overeenkomstig artikel 27 van het besluit van 15 Maart 1815, heeft den noodigen tijd gehad om zijne middelen van cassatie schriftelijk uit te brengen alvorens het dossier weder ter griffie over te leggen. Zij is integendeel gevaarlijk; want indien het Hof, om te handelen naar den wensch uitgedrukt in artikel 39 van bedoeld besluit, staande de vergadering zijne beschikking uitspreekt, zonder dat de verslaggever de zaak vooraf hebbe bestudeerd, kan het gebeuren dat de opgeworpen vraag met overhaast beslecht worde. Ten slotte, in het bezwaarlijk te veronderstellen geval dat de schennis der wet eerst ter terechtzitting bemerkt wordt, is het openbaar ministerie geenszins verplicht zich onmiddellijk in cassatie te voorzien: het beroep in cassatie in het belang der wet kan ingediend worden nadat

⁽¹⁾ In Frankrijk kan de termijn door den voorzitter verlengd worden, op schriftelijk en gemotiveerd verzoek van den advocaat van den eischer (ordonnantie van 15 Januari 1826, art. 11). Cf. *Wetboek Strafv.*, art. 422.

het beroep der partij verworpen is: zooals wij gezien hebben onder artikel één, is het openbaar ministerie door geen enkele tijdsbepaling gebonden.

III. — Daar de rechtspleging elk debat op tegenspraak uitsluit, moet de voorziening vanwege den procureur generaal niet worden beteekend. En nochtans, indien het waar is dat een eisch tot cassatie in het belang der wet de personen niet betreft welke in de zaak betrokken waren vóór den rechter die over den grond der zaak heeft uitspraak gedaan, hebben de gevolgen van de cassatie daarentegen, in geval van beroep ter zake van overschrijding van gezag, een terugslag op de partijen. Het lijkt dus wel dat deze zouden moeten deelnemen aan het debat vóór het Hooge Gerechtshof. Doch dit heeft de wet niet gewild: de wetgever van het jaar VIII was blijkbaar van meening dat de wijsheid van den magistraat aan wien dit uitzonderingsberoep is toevertrouwd geworden, en de ernst waarmede het Hof de zaak steeds onderzoekt om over de gegrondheid van het beroep een oordeel te vellen, voldoende waarborgen zijn. Welke ook de waarde van deze redenen zij, kan men zich afvragen of er geen termen zouden zijn om, in de gevallen van beroep in cassatie ter zake van overschrijding van gezag, de belanghebbenden in deze zaak te betrekken, ofwel of de partijen, verwittigd door het parket van het bestaan van het beroep, ten minste het recht niet zouden moeten hebben om tusschenbeide te komen ⁽¹⁾.

(1) Het Fransche Hof van Cassatie neemt de tusschenkomst niet aan. Het recht om tusschenbeide te komen, zegt het, veronderstelt noodzakelijkerwijze eene vordering, waarbij een derde belang zou hebben tegenwoordig te mogen zijn tot het verdedigen van zijne rechten, welke door zijne afwezigheid kunnen benadeeld worden.

De opdracht van het Hof van Cassatie nu, in geval van beroep in cassatie door den procureur generaal ingesteld ter zake van overschrijding van gezag, vindt haren oorsprong in een staatkundig en maatschappelijk belang, dat eischt dat de rechterlijke macht nooit de grenzen harer bevoegdheid te buiten ga; daar is geding noch debat tusschen partijen, en de nietigverklaring van de bestreden acte, slechts berustend op beweegredenen van openbare orde, kan geen enkel privaat belang benadeelen en dienvolgens geen enkele tusschenkomst billijken (Fr. Cass. 23 Februari 1847, DALLOZ 1847, 1, 156). Schuilt er in deze redeneering geene onjuistheid of geene verwarring? Gewis, de cassatie benadeelt niet de rechten welke partijen hebben kunnen *buiten de nietig verklaarde acte*, maar volgens een degelijk gevestigde uitspraak, berooft zij haar van het voordeel dat voor haar voorspruit uit de gerechtelijke erkenning van die rechten, en de partijen kunnen er dan ook belang bij hebben het beroep van den procureur generaal te bestrijden. In deze omstandigheden is het feit de betrokkenen uit te sluiten, de miskenning van een beginsel dat al onze wetten over rechtsvordering beheerscht, namelijk dat van den eerbied voor de rechten der verdediging.

Men kan hierbij raadplegen: GLASSON, COLMET DAAGE en TISSIER, *Procédure civile*, uitgave van 1908, II^{de} deel, n° 1085; FAYE, n° 454 tot 464; CRÉPON, II^{de} deel, n° 283; SCHEYVEN, n° 322; MERLIN, *Questions de droit*, V^o Ministère Public, § 10; Fr. Cass., 6 April 1837, *Journal du Palais* 1837, 1, 282; Fr. Cass., 22 April 1846, DALLOZ 1846, 1, 172; B. Cass., 25 Februari 1856, *Pas. blz.* 154; B. Cass., 9 October 1899, *Pas. blz.* 363; Fr. Cass., 19 Januari 1909, met den eisch van den procureur generaal Baudouin DALLOZ, 1909, 1, 233, en de nota; Fr. Cass. 30 Januari 1912, DALLOZ, 1916, 1, 63.

TITEL. III.**Antwoord op het beroep in Cassatie en het in staat
van wijzen brengen der zaak.****Art. 15.**

Op het beroep in Cassatie wordt geantwoord volgens de wijze voorgeschreven bij artikel 8 : de memorie van den verweerder wordt, op het origineel en op het afschrift, ondertekend door een advocaat bij het Hof van Cassatie; zij wordt beteekend aan den advocaat van den eischer en vervolgens ter griffie overgelegd; zij bevat de conclusiën van den verweerder.

Opmerkingen.

I. — Dit artikel stemt overeen met artikel 16 van het besluit van 15 Maart 1815. Het onderzoek voor het Hoog Gerechtshof geschiedt bij wederzijdsche overhandiging van memoriën.

II. — Luidens het decreet van 2 brumaire, jaar IV, artikel 18, had de verweerder het recht twee memoriën over te leggen; artikel 23 van het besluit van 1815 verzet er zich tegen dat zulks nog geschiede : in één enkele memorie is het, dat al de verdedigingsmiddelen dienen voorgebracht, daarbij begrepen de gronden van nietontvankelijkheid welke het beroep worden tegengeworpen; tot daar gaat het recht van den verweerder en verder niet; het komt er op aan dat het onderzoek volledig weze, bij de aanwijzing van den verslaggever, welke onmiddellijk volgt op de overlegging van de memorie van den verweerder, behalve in het geval van artikel 17.

III. — Men weet dat het den verweerder verboden is, evenals den verzoeker trouwens, feiten aan te voeren die niet uit de bestreden beschikking blijken. Het Nederlandsch Wetboek van burgerlijke rechtsvordering bevat eene uitdrukkelijke bepaling in dien zin (art. 414).

IV. — Het origineel en het afschrift van de memorie moeten bekleed zijn met de handteekening van den advocaat bij het hof van cassatie die den verweerder vertegenwoordigt. Dit werd reeds bepaald bij artikel 17, Iste titel, 2^{de} deel van het reglement van 28 Juni 1738. Om reeds aangehaalde redenen ⁽¹⁾, is het niet noodig op dit stuk nieuwigheden in te voeren.

V. — Het door de Commissie van 1866 opgemaakt ontwerp legt aan den verweerder de verplichting op zijne memorie te doen beteekenen aan den persoon van den verzoeker, of te zijner woonplaats. Dit is het gevolg van de voorgeno-

(1) Onder artikel 9 van het ontwerp, opmerkingen N^o II.

men afschaffing van de tussehenkomst van den advocaat bij het Hof van Cassatie, afschaffing welke wij niet kunnen aannemen. Wij handhaven als regel de beteekening van advocaat tot advocaat.

Art. 16.

Aan den verweerder wordt, om zijn antwoord ter griffie over te leggen, een termijn van drie maand verleend te rekenen van den dag waarop het inleidende verzoekschrift of de aanvullende memorie werd beteekend.

De verweerder geniet het voordeel van de bij artikel 3 gemelde termijnverlengingen, indien hij zich in den bij dat artikel voorzienen toestand bevindt.

Opmerkingen.

I. — Zooals wij het gezien hebben bij artikel 1, geniet de verzoeker, om zijn beroep in cassatie in te dienen, eenen termijn van drie maand te rekenen van de hem gedane beteekening van de beschikking waartegen opgekomen wordt. Het is billijk aan den verweerder een gelijken termijn toe te staan, aangezien hij verplicht zal zijn, wanneer hij van het beroep zal kennis krijgen, dezelfde juridische studie aan te vangen. Tegenwoordig bedraagt de termijn maar twee maand (artikel 13 van het besluit van 15 Maart 1815) en het zou verwondering kunnen baren dat dit ontwerp, dat zich ten doel stelt de rechtspleging te bespoedigen, zich dienaangaande milder toont tegenover den verweerder. De reden hiervan is dat, naar onze meening, den termijn van drie maand een *vasten, niet te overschrijden* termijn moet zijn, terwijl dit thans, zooals wij zooeven zullen zien, niet het geval is.

II. — De termijn van drie maand loopt te rekenen van den dag waarop het verzoekschrift beteekend wordt, indien er geen aanvullende memorie is; indien, integendeel, de verweerder beteekening ontvangt van eene memorie, die belangrijke toelichtingen kan bevatten en vergezeld kan zijn van stukken, is de termijn onderbroken en gaat hij in te rekenen van deze nieuwe beteekening.

III. — Dezelfde redenen waarom aan de partij, die in cassatie wil komen, eene termijnverlenging dient toegestaan, pleiten ook ten behoeve van den verweerder, hetzij dat hij zijne woonplaats hebbe buiten het Belgisch grondgebied, hetzij hij zich tijdelijk in den vreemde bevindt wegens een openbaren dienst of wegens zeevaart.

Deze regel werd in Frankrijk gehuldigd bij artikel 4 der wet van 2 Juni 1862.

IV. — Het besluit van 1815 laat bij zijn artikel 44 aan den verweerder toe op het beroep in cassatie te antwoorden na verloop van den wettelijken termijn en zelfs na de benoeming van den verslaggever, op voorwaarde alleen aan den eischer de helft van de vooraf eischbare gerechtskosten terug te betalen. Dit recht

heeft aanleiding gegeven tot misbruiken welke de wet van 25 Mei 1838 slechts in onvoldoende mate is te keer gegaan. Thans nog is het Hof van Cassatie gedurende één jaar beroofd van alle middel om over het geding uitspraak te doen, indien de verzoeker zich de noodige moeite niet geeft om bij de griffie een getuigenschrift van niet-overlegging te bekomen; het is slechts na één jaar dat de griffier bij het dossier het getuigenschrift voegt, waarbij wordt vastgesteld dat de verweerder op het beroep in cassatie niet heeft geantwoord.

Voortaan dienen zulke vertragingen onmogelijk gemaakt; de termijn van drie maand, die voldoende is voor den verzoeker, volstaat ook voor zijn tegenstrever; niet-inachtneming van dezen termijn móet tot dezelfde sanctie leiden: de verweerder moet van zijn recht vervallen zijn ⁽¹⁾.

V. — Wat zou er gebeuren moest de eischer, bij het verstrijken van den termijn aan den verweerder toegestaan om op het beroep te antwoorden, ter griffie het inleidend verzoekschrift nog niet hebben overgelegd? Het geval kan zich onder de bestaande wetgeving niet voordoen, aangezien de verweerder slechts wettelijk verwittigd wordt van het bestaan van het beroep na een bevelschrift van den eerste-voorzitter, en bijgevolg, na de nederlegging van het verzoekschrift ter griffie.

Volgens dit ontwerp, daarentegen, wordt het beroep in cassatie beteekend vóór dat het ter griffie wordt overgelegd. De verweerder die, deze beteekening ontvangen hebbende, de kosten en stappen heeft gedaan welke zijne verdediging medebrengen, zal niet van het recht mogen beroofd worden het geding te doen vonnissen. Nadat hij zijn antwoord heeft doen beteekenen binnen den voorgeschreven termijn, kan hij zelf de zaak inleiden door de bestreden beschikking over te leggen en tot verwerping van den eisch in cassatie te concludeeren, met verwijzing in de kosten en schadeloosstelling.

Het aldus gewezen arrest zal voor contradictoir gehouden worden en aan de rechtspleging onherroepelijk een einde maken ⁽²⁾.

VI. — In het tegenovergesteld geval, d. w. z. indien de eischer zijn inleidend verzoekschrift ter griffie had overgelegd zonder het op geldige wijze aan den verweerder te hebben beteekend, zou er geen geding zijn waarin beide partijen tegenover elkander staan voor het Hof van cassatie. De niet-beteekende verweerder zou niet het recht hebben te antwoorden, en zou in elk geval niet ontvanke-lijk zijn om te vragen dat de eischer verwezen worde in de kosten en tot schadeloosstelling ⁽³⁾. En in het vrij onwaarschijnlijk geval dat het Hof de cassatie van de bestreden beschikking zou hebben uitgesproken, zonder te

(1) In dien zin is het, dat de Commissie van 1866 uitspraak heeft gedaan (art. 11 van het ontwerp Allard).

(2) Cf. Fr. Cass., 1 Maart 1858, DALLOZ, 1858, 1, 404; B. Cass., 8 November 1894, *Pas.*, blz. 325.

(3) Cass., 12 April 1900, *Pas.*, blz. 212.

bemerken dat er geene of eene volkomen ongeldige beteekening plaats had, dan zou de eischer ontvankelijk zijn om herstel in het geheel te vragen ⁽¹⁾.

Art. 17.

Indien de verweerder tegen het beroep in cassatie een grond van niet-ontvankelijkheid heeft aangevoerd, kan de verzoeker daarop antwoorden, mits zich te gedragen naar artikel 8; dit antwoord moet binnen dertig dagen na de beteekening van de memorie aan den verweerder ter griffie worden overgelegd.

Opmerkingen.

I. — Geen wetsbepaling heeft tot nog toe het geval voorzien, waarbij de eischer zou hebben te antwoorden op een grond tot niet-ontvankelijkheid. Bij artikel 23 van het besluit van 15 Maart 1815 wordt bepaald: « Nadat de verweerder zijne memorie tot verweer heeft overgelegd en laten beteekenen, of nadat de verweerder ter griffie het bij artikel 18 vermeld verzuim heeft gelicht, stelt de eerste-voorzitter een verslaggever aan. Iedere latere overlegging van *mémoire* is verboden. » De rechtspraak zegt echter dat de verweerder niet mag worden beroofd van het recht zich te verdedigen tegen eene exceptie welke hij niet heeft moeten voorzien en dus evenmin bestrijden in zijn inleidend verzoekschrift, en dat in dit geval een tegenantwoord zijnerzijds moet toegelaten zijn ⁽²⁾. Deze rechtspraak is het, welke wij door bovenstaanden tekst wenschen te bekrachtigen; hij komt overeen met artikel 12 van het ontwerp der commissie van 1866.

II. — Uit de uitdrukking « binnen dertig dagen » blijkt duidelijk dat het hier niet meer gaat om een vollen termijn. Na den dertigsten dag, volgend op de beteekening van de memorie van den verweerder, is de eischer van het recht vervallen te antwoorden op den grond tot niet-ontvankelijkheid.

III. — Als de eerste-voorzitter vaststelt dat de memorie tot verweer een grond van niet-ontvankelijkheid bevat, stelt hij de aanstelling van den verslaggever uit gedurende den tijd noodig voor de overlegging van het antwoord ter griffie.

Moest niettemin de verslaggever intusschentijd aangesteld worden, dan spreekt het vanzelf dat het te bekwamer tijd overgelegd antwoord zou moeten in ontvangst worden genomen.

⁽¹⁾ Cf. voor Frankrijk: Cass., 30 Mei 1888, DALLOZ. 1888, 1, 369; Cass., 4 April 1898, DALLOZ. 1898, 1, 418; Cass., 24 Maart 1915: DALLOZ, 1916, 1, 55. In Nederland wordt in artikel 425 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering het volgende bepaald: « Er wordt geen verzet toegelaten tegen arresten door den Hoogen Raad bij verstek in cassatie gewezen, dan alleen wanneer er gronden waren tot *nietigverklaring van de dagvaarding* of het beroep was ingesteld na verloop van den wettelijken termijn en mits het verzet geschiedt binnen veertien dagen na de beteekening van het arrest. »

⁽²⁾ Cass., 6 Februari 1862. *Pas.*, blz. 161.

ART. 18.

In het inleidend verzoekschrift en in de memoriën wordt opgave gedaan van de daarbijgaande stukken.

Deze stukken worden niet beteekend : partijen kunnen ter griffie daarvan inzage nemen.

Opmerkingen.

I. — Het eerste lid van dit artikel betreffende de opgave van de door partijen overgelegde stukken, is ontleend aan artikel 3 van het besluit van 15 Maart 1815. Wij hebben onnoodig geacht aan de advocaten, zooals dit besluit het gedaan heeft, de verplichting op te leggen « de opgave der stukken te schikken naar de orde voorkomende in de memorie »; evenmin als de verplichting die stukken bij eerste en laatste te nummeren. Op deze wijze is het besluit dienaangaande vervallen. Het lijkt overbodig onze wetsteksten te overladen met bepalingen van zulk ondergeschikt belang, welke niemand met vervallenverklaring, noch zelfs met eene boete zou meenen te moeten bekrachtigen; de advocaten bij het Hof van Cassatie zullen best oordeelen over den vorm waaronder, volgens de omstandigheden, hunne opgave zal dienen voorgebracht.

Het gebrek aan dergelijke opgave heeft de nietigheid niet voor gevolg; doch, zooals wij verder zullen zien, worden in dat geval de bewijsstukken uit het debat geweerd ⁽¹⁾.

II. — Het tweede lid is slechts de herhaling van artikel 15 van het besluit van 1815, wat betreft de stukken overgelegd tot staving van het beroep, doch het maakt dezen regel ook toepasselijk op de door den verweerder overgelegde stukken : geen enkel stuk hoeft beteekend.

Er kan geen spraak zijn af te wijken van het door de rechtsleer en de rechtspraak gehuldigde beginsel, volgens hetwelk in het geding tot cassatie, alleen van die stukken mag worden gebruik gemaakt, welke overgelegd werden vóór den over den grond der zaak rechtsprekenden rechter ⁽²⁾.

Luidens de artikelen 67 en 68 der wet van 25 Maart 1891 en artikel 42 der wet van 22 frimaire, jaar VII, mag de griffier de overlegging niet aanvaarden van een stuk, dat niet bekleed is met de formaliteiten van zegel en registratie, terwijl het er niet van vrijgesteld is.

ART. 19.

Behoudens de acten van afstand of van hervatting van rechtsgeding en de machtigingen om te pleiten, kan daarna geen ander stuk meer worden overgelegd.

Tot de rechtspleging behooren alleen die stukken welke, ter griffie overgelegd, vermeld werden in de bij het vorig artikel voorgeschreven opgave.

(1) Cass. 13 Juni 1867, *Pas.* 1868, blz. 35; Cass. 15 December 1910, *Pas.* 1911, blz. 46; *Belg. Judiciaire* 1911, Kol. 495.

(2) S. HEYVEN, n^o 110; Cass. 16 Mei 1898; *Pas.* blz. 188; Cass. 13 Juli 1905; *Pas.* blz. 305; *Belg. Judic.* 1906, Kol. 97.

Opmerkingen.

I. — Dit artikel heeft ten doel door eene uitdrukkelijke bepaling te verbieden dat nog memoriën of stukken hoegenaamd worden overgelegd nadat de verslaggever is aangesteld. Onder de bestaande wetgeving, is er geen uiterlijke termijn om de stukken over te leggen tot staving van het beroep of tot staving van de conclusiën van den verweerder; het staat den verzoeker vrij, op het oogenblik dat hij zijn beroep indient, geen ander stuk in te dienen dan zijn verzoekschrift met het beteekende afschrift of, bij gebreke van beteekening, eene uitgifte van het arrest of vonnis waarvan hij de cassatie vordert. Tot op den rechtsdag, mogen schriftelijke of gedrukte memoriën rondgedeeld worden aan de leden van het Hof (besluit van 1815, artikel 33). Dat partijen vóór de rechters van het feit, tot het laatste oogenblik toe stukken tot staving van hunnen eisch mogen inwinnen en die bij de bescheiden van het debat voegen, niets is billijker. Maar vóór bes Hoog Gerechtshof, waar het alleen nog eene wetskwestie geldt, zijn aan zulke toegevendheid te veel bezwaren verbonden, opdat zij gehandhaafd worde. Het komt er op aan dat de verslaggever zich, na zijne aanstelling, onmiddellijk kunne wijden aan het werk waarmede hij is belast en dat hij daartoe al de stukken van het geding onder oogen hebbe; het onderzoek moet van dat oogenblik af voltrokken zijn. Indien de verweerder, vóór het verstrijken van den termijn van voorziening, de stukken niet heeft kunnen bekomen welke hij moet overleggen, dan is hij gehouden die bij het dossier te voegen binnen de vijftien dagen die hem voor het overleggen van een aanvullende memorie zijn toegekend; indien hem een door de wederpartij tegengeworpen grond van niet-ontvankelijkheid naderhand het recht tot tegenantwoord geeft, dan zal hij, bij het overleggen ter griffie van zijne memorie tot tegenantwoord, geene andere stukken mogen voorbrengen dan die betreffende gemelden grond van niet-ontvankelijkheid ⁽¹⁾.

Wat den verweerder betreft, die drie maand tijd heeft gehad om zijne memorie tot verweer te doen beteekenen, hij mag naderhand geen nieuwe stukken overleggen ⁽²⁾.

II. — Geen stuk zal deel uitmaken van de rechtspleging, indien het niet begrepen was onder de bij het vorig artikel bedoelde opgave. Het doel van deze opgave is de wederpartij juist in te lichten over de stukken waarvan men wil gebruik maken en die men hem niet hoeft te beteekenen. Die formaliteit is van hoofdzakelijk belang en de stukken welke in de opgave niet werden vermeld moeten uit het debat worden geweerd ⁽³⁾.

III. — Er zijn uitzonderingen op dien regel. De uitzondering betreffende de

(1) Cass. 5 November 1908, *Pas.* 1909, blz. 13.

(2) Zie dienaangaande de oordeelkundige overwegingen van Scheyven; *Traité des Pourvois*, n^o 171.

(3) Cass. 6 October 1910, *Pas.* blz. 433.

acte van hervatting van rechtsgeding en de acte van afstand hoeft geen betoog ⁽¹⁾. Wat betreft de machtiging om te pleiten, welke geen verband houdt met den grond van het geding, is het een aangenomen feit dat zij mag worden overgelegd hangende de rechtspleging, tot bij het vonnis ⁽²⁾.

ART. 20.

Het overleggen van de verzoekschriften of memoriën en van ieder der stukken wordt bevestigd door eene kantteekening, door den griffier gesteld en geteekend, met bijvoeging der dagteekening, zonder dat daarvan eene acte van nederlegging moet worden opgemaakt.

Indien hij ertoe wordt gevorderd, levert hij aan partij kosteloos een ontvangbewijs af.

Opmerking.

Luidens de artikelen 5, 18, 20 en 21 van het besluit van 15 Maart 1815, moeten de memoriën en de stukken ter griffie *nedergelegd* worden. Het is bijgevolg noodig, om te handelen naar artikel 43 der wet van 22 frimaire, jaar VII, bij elke overlegging van stukken, *eene acte van nederlegging* op te maken. Deze formaliteit, — een louter fiscale maatregel — is volstrekt nutteloos ⁽³⁾. De acte van nederlegging wordt niet bij het dossier gevoegd. Zij komt niet onder de oogen van het Hof. Zij legt de verplichting op later eene acte van terugneming op te maken; zij is voor den griffier een oorzaak van verantwoordelijkheid tegenover het beheer van registratie en zij verplicht hem voorschotten van kosten te doen en er eene ingewikkelde comptabiliteit op na te houden. Om deze verschillende redenen, is het wenschelijk dat de acte van nederlegging uit de rechtspleging in cassatie verdwijne. De vermeerderingen van de griffie- en registratierechten welke wij voorstellen ⁽⁴⁾ zullen de vermindering in de ontvangsten, welke voor de schatkist kan voortspruiten uit de afschaffing van de acte van nederlegging, ruimschoots vergoeden ⁽⁵⁾. Naar het voorbeeld van den wetgever van 1851 ⁽⁶⁾, vervangen wij dus de *nederlegging* ter griffie, door eene

(1) Met de acte van afstand moet worden gelijkgesteld de acte waarbij de eischer zou verklaren af te zien van een of meer middelen welke hij had aangevoerd. Fr. Cass., 31 Juli 1906, *Pas. België*, 1908, 4, 95; DALLOZ, 1907, 1, 479.

(2) Het beroep ingediend vóór de machtiging is geldig als conservatoire acte (Cass. 29 November 1838, *Pas. blz.* 402).

(3) SCHEYVEN, *Traité des pourvois*, n^o 142.

(4) Zie hieronder, artikel 23 en volg.

(5) Zie *Belgische Pandecten*, V^o, Burg. Cass., n^o 5. Het ontwerp Allard handhaaft de verplichting de acte van nederlegging op te maken.

(6) Wet van 18 April 1851, artikel 441: « De gefailleerde voegt bij zijne bekentenis: 1) De balans... enz. De griffier bevestigt onderaan de bekentenis van den gefailleerde en de daarbij gevoegde stukken den datum waarop zij werden *overgelegd* en levert er een ontvangbewijs van af, zoo hij daartoe wordt gevorderd. De overlegging ter griffie van alle andere stukken wordt op dezelfde wijze vastgesteld, *zonder dat het noodig weze welke andere acte van nederlegging ook daarvan op te maken.* »

ART. 595: « Het tot de rechtbank van koophandel gerichte verzoekschrift zal worden overgelegd aan den griffier, die er een ontvangbewijs zal van afleveren, *zonder eene acte van nederlegging op te maken.* »

eenvoudige *overlegging* ter griffie. Aan partijen staat het vrij zich door den griffier een ontvangbewijs van de overgelegde memoriën en stukken te laten afleveren.

ART. 21.

Na verloop van de bij de artikelen 16 en 17 bepaalde termijnen, is de zaak in staat van wijzen.

Opmerkingen.

I. — De zaak wordt geacht in staat van wijzen te zijn, wanneer partijen hunne memoriën en hunne stukken hebben overgelegd, of wanneer de termijnen om ze over te leggen verstreken zijn ⁽¹⁾. Dan is het dossier volledig en kan de verslaggever worden aangesteld. Indien partijen op dit oogenblik niet al de gewenschte stukken hebben overgelegd, zijn zij van het recht vervallen ze verder aan te vullen ⁽²⁾.

II. — Het in staat van wijzen brengen heeft dezelfde gevolgen als vóór de over den grond der zaak rechtsprekende rechters : het geding kan niet meer worden onderbroken door het overlijden van ééne der partijen, of door het ophouden van de functie van haar advocaat ⁽³⁾.

ART. 22.

Wanneer de zaak in staat van wijzen is, stelt de griffier het dossier in handen van den Eerste-voorzitter, die een magistraat van den zetel aanwijst om verslag te doen.

Opmerkingen.

I. — Uit het voorgaande artikel is gebleken wanneer de zaak in staat van wijzen is. Luidens artikel 23 van het besluit van 15 Maart 1815, moet de Eerste-voorzitter dan een verslaggever benoemen.

Het besluit voegt eraan toe :

« Elke verdere overlegging van een memorie is verboden. » Deze bepaling is overbodig geworden : inderdaad, zelfs als de verslaggever nog niet is aangesteld, is welke overlegging ook verboden, zoodra de bij de wet voor het overleggen der memoriën en stukken vastgestelde termijnen verstreken zijn, of zoodra de partijen van al hun recht hebben gebruik gemaakt door hunne memoriën vóór den afloop der termijnen ter griffie over te leggen ⁽⁴⁾.

Daarentegen, zooals wij daarzooeven hebben gezien, moet men wel, na de

(1) Wet van 10 November 1832, artikel 7, tweede lid. Hetzelfde geldt in Frankrijk (verordening van 15 Januari 1826, art. 20).

(2) Dit verval, dat voortspuit uit de uitdrukkelijke bepaling van artikel 19, is een van de hoofdzakelijke wijzigingen door het Hof voorgesteld.

(3) Fr. Cass., 4 Februari 1884, DALLOZ, 1, 247.

(4) Zie hierboven, art. 19.

aanstelling van den verslaggever, het tegenantwoord op een grond van niet-ontvankelijkheid aannemen, indien de zaak voor verslag werd overgemaakt vóór den afloop van den termijn voor het tegenantwoord ⁽¹⁾.

II. — De eerste-voorzitter wordt er aldus, alvorens een verslaggever aan te stellen, toe gebracht na te gaan — voor zoover dit mogelijk is — of de aan de partijen toegestane termijnen voor het overleggen van hunne memoriën verstreken zijn ⁽²⁾.

III. — Bij verhindering van den verslaggever, stelt de eerste voorzitter er een anderen aan ⁽³⁾.

Dienaangaande bestaat geen enkele moeilijkheid; verandering van verslaggever wordt vastgesteld bij eenvoudige vermelding op den omslag van het dossier, onderteeekend door den eerste voorzitter ⁽⁴⁾.

TITEL IV.

Fiscale bepalingen.

ART. 23.

Het verzoekschrift tot cassatie wordt geregistreerd tegen een vast recht van honderd vijftig frank.

Dit recht is zooveel maal verschuldigd als er verzoekers zijn met onderscheidene belangen.

Opmerkingen.

I. — Het registratierecht van het verzoekschrift, dat bij artikel 10 van het besluit van 15 Maart 1815 op 15 frank was gesteld geworden en door de wet van 31 Mei 1824 op 12 gulden, werd tot 35 frank opgevoerd bij artikel 1 der wet van 28 Juli 1879 en tot 70 frank bij artikel 6 der wet van 28 Augustus 1921. Wij stellen voor haar voortaan te bepalen op 150 frank.

II. — De verplichting om zooveel maal dit recht te betalen als er verzoekers zijn met onderscheidene belangen, is een gevolg van het beginsel uitgedrukt in het 1^o lid van artikel 68, n^o 30, van de wet van 22 frimaire, jaar VII.

Dit is de practijk ⁽⁵⁾.

(1) Zie hierboven, art. 17. opm. n^o III.

(2) Zie hierboven, art. 3.

(3) Reglement van 28 Juni 1738, 2^{de} deel, titel III, art. 7.

(4) Voor de aanstelling van een nieuwen verslaggever hoeft tot den eerste-voorzitter geen verzoekschrift gericht.

(5) RONYNS, *Recueil des décisions en matière d'enregistrement*, jaar 1877, n^o 8735.

ART. 24.

Elk beroep in cassatie vanwege het openbaar ministerie is vrij van zegel en van de formaliteit van registratie.

Opmerking.

Luidens artikel 61, 2°, van het Wetboek van 25 Maart 1891, moeten de acten, waartoe aanleiding wordt gegeven door de rechtsplegingen ingesteld op vordering van ambtswege van het openbaar ministerie, in debet voor zegel gevisceerd zijn.

Het Koninklijk besluit van 4 September 1920, artikel 40, eischt ten anderen dat deze acten in debet geregistreerd zijn.

Wij stellen voor de voorziening in cassatie vanwege het parket vrij te stellen van deze formaliteiten, die geen reden van bestaan hebben in zaken welke uitsluitend de openbare orde aanbelangen. Wat de registratie betreft, is deze formaliteit van zulk gering belang gebleken, dat gedurende meer dan een halve eeuw en tot in deze laatste jaren de niet-inachtneming er van ongemerkt is voorbijgegaan. Het was noodig dat het Hof van Cassatie van ambtswege, bij zijne arresten op 27 Januari en 20 Mei 1916 er aan herinnerde dat de wet, zoolang zij bestaat, moet worden geëerbiedigd ⁽¹⁾.

ART. 25.

Elke aan eene partij afgeleverde uitgifte van arrest wordt geregistreerd tegen een vast recht van honderd vijftig frank.

Opmerking.

De wet van 22 frimaire, jaar VII, artikel 68, VII° lid, had het recht op 25 frank bepaald.

Bij de wet van 28 Juli 1879 werd het tot 58 frank, en bij de wet van 28 Augustus 1921 tot 100 frank opgevoerd. Het bedrag van 150 frank zal tegenwoordig niet overdreven voorkomen, als men rekening houdt met de vermindering der kosten voortspruitende uit de afschaffing van het bevel tot beteekening, van de acte van nederlegging en van de acte van terugneming ⁽²⁾.

ART. 26.

Bij afwijking van artikel 14 der wet van 25 November 1889, gewijzigd bij artikel 9 der wet van 28 Augustus 1921, worden de in het Hof van cassatie, ten voordeele van den Staat gëinde griffierechten bepaald op vijftig frank voor het

⁽¹⁾ *Pas.*, 1915-1916, 1^{ste} deel, blz. 375; 1917, 1^{ste} deel, blz. 20.

⁽²⁾ Zie hierboven, artikel 8, *opmerking*, n° 1, en artikel 20.

inschrijven ter rolle, op tien frank per rol voor de uitgiften van arresten, en op één frank vijftig centiem per rol voor niet onderteekende afschriften.

Opmerking.

De redenen, waardoor eene verhooging der registratierechten wordt gerechtvaardigd, gelden ook voor de griffierechten.

Volgens de artikelen 12 en 14 der wet van 25 November 1889, gewijzigd bij artikel 9 der wet van 28 Augustus 1921, bedraagt het recht voor het inschrijven ter rolle 24 frank; voor de uitgiften van arresten bedraagt het 8 frank per rol en 1 frank per rol voor niet onderteekende afschriften.

In een destijds door Eerste-voorzitter Scheyven opgemaakt ontwerp werd een onderscheid gemaakt tusschen de voorziening tegen arresten der hoven van beroep en de voorziening tegen vonnissen : het recht voor het inschrijven ter rolle werd daarin gesteld op 48 frank voor het eerste soort van voorziening en op 24 frank voor het tweede soort. Tegen dit onderscheid werd door Procureur Generaal Jansens dit ingebracht, dat het hoog gerechtshof, geen derden graad van jurisdictie zijnde, slechts rechtspreekt over beginselen en dat het belang van de bij haar aangebrachte zaken geen verband houdt met de rechtsmacht die de bestreden beschikking heeft uitgesproken. Deze opmerking lijkt gegrond; moest men, daarenboven, om de griffierechten te bepalen het geldelijk belang dat in de zaak betrokken is, in aanmerking nemen, dan zou men talrijke onderscheidingen moeten maken en namelijk de voorzieningen tegen vonnissen in laatsten aanleg door vrederechters en door werkrechtersraden gewezen, afzonderlijk rangschikken.

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 27.

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de zaken die vóór hare inwerkingtreding werden ingeleid, behoudens de volgende wijzigingen.

Opmerking.

Het komt er op aan bij hoogdringendheid een einde te maken aan de traagheden der rechtspleging in cassatie; het is noodig dat de talrijke zaken die tegenwoordig ten achteren zijn in gereedheid worden gebracht om gevonnist te worden. Daardoor zijn de volgende overgangsmaatregelen noodig.

ART. 28.

Indien het bevel tot beteekening, voorzien bij artikel 13 van het besluit van 15 Maart 1815, nog niet was verleend, worden het verzoekschrift tot cassatie en

de aanvullende memorie, zoo er eene is, uit de griffie teruggenomen, na door den griffier voor gezien geteekend te zijn; eene acte van terugneming wordt opgemaakt.

Deze stukken worden vervolgens aan den verweerder beteekend en opnieuw ter griffie overgelegd met het origineel van het beteekeningsexploit, binnen de twee maand volgend op het in werking treden van de wet, op straffe van verval.

Opmerking.

Twee maanden zijn voldoende om den eischer in de gelegenheid te stellen uit de griffie het verzoekschrift terug te nemen dat hij er heeft nedergelegd, en om het ter griffie weder over te leggen, na het aan den verweerder te hebben laten beteekenen. Het spreekt van zelf dat het verzoekschrift geen enkele wijziging mag ondergaan en dat de nietigheid, waarvoor het vatbaar zou zijn, zal blijven gelden.

ART. 29.

Indien bij het in werking treden van de wet het bevel tot beteekening reeds was verleend, moet de eischer op straffe van verval zich gedragen naar het voorschrift van dit bevel en, binnen den daarin voorzienen tijd, het origineel van het beteekeningsexploit ter griffie overleggen.

Opmerking.

Indien het bevel van den eerste-voorzitter reeds verleend is, gedraagt de eischer zich ernaar zooals hij dit behoorde te doen onder de vroegere wet. De nieuwe rechtspleging kan vervolgens zonder moeite voortgezet worden.

ART. 30.

Was het beroep beteekend vóór het in werking treden van de wet, dan wordt het antwoord van den verweerder ter griffie overgelegd binnen de bij artikel 16 voorzienen termijn te rekenen van dit in werking treden, bij gebreke waarvan het niet ontvankelijk is.

Opmerking.

Dank zij deze bepaling vooral is het, dat de bestaande toestand zal worden verholpen. Talrijk zijn de zaken waarvan de termijnen zijn verstreken, zonder dat het Hof uitspraak kon doen. Dit zal voortaan niet meer het geval zijn.

ART. 31.

In de bij de drie voorgaande artikelen voorziene gevallen, gedraagt de griffier zich naar het bepaalde in artikel 20.

Opmerking.

Er moest vermeden worden dat betwisting kon oprijzen over de vraag of de ter griffie overgelegde stukken wel volstrekt dezelfde waren, als die welke er uit teruggenomen werden. Bovenstaande bepaling biedt daaromtrent den noodigen waarborg.

ART. 32.

Artikel 23 is niet van toepassing op de verzoekschriften tot cassatie overgelegd vóór het in werking treden van deze wet.

Opmerking.

Dit artikel is slechts de toepassing van den regel, waarbij terugwerkende kracht ontzegd wordt aan de bepalingen tot wijziging van de registratierechten (B. Pand. V° Registratie, Toepassing van de rechten, N° 67).

ANNEXE AU N° 80.

**Projet de loi concernant la procédure
en cassation en matière civile.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Les articles 14 et 15 du décret des
27 novembre-1^{er} décembre 1790, le dé-
cret du 2 septembre 1793, l'article 16
du décret du 2 brumaire an IV, les arti-
cles 4, 5, 7, 8, 10 à 23, 33 et 44 de
l'arrêté du Prince-Souverain du 15 mars
1815, le second paragraphe de l'article 7
de la loi du 10 novembre 1832 et la loi
du 25 mai 1838 sont remplacés par les
dispositions suivantes :

TITRE PREMIER.

Du délai pour se pourvoir en cassation.

ARTICLE PREMIER.

En matière civile ou commerciale,
hormis les cas où la loi a établi un délai

BIJLAGE VAN N° 80.

**Wetsontwerp betreffende de rechts-
pleging in cassatie in burgerlijke
zaken.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

VOORAFGAANDE BEPALING.

De artikelen 14 en 15 van het decreet
van 27 November-1 December 1790, het
decreet van 2 September 1793, artikel 16
van het decreet van 2 brumaire, jaar IV,
de artikelen 4, 5, 7, 8, 10 tot 23, 33
en 44 van het besluit van 15 Maart 1815
van den Souvereinen Vorst, het tweede
lid van artikel 7 van de wet van 10 No-
vember 1832 en de wet van 25 Mei 1838
worden door de volgende bepalingen
vervangen :

EERSTE TITEL.

Termijn van voorziening in cassatie.

ARTIKEL ÉÉN.

In burgerlijke zaken of in handels-
zaken bedraagt de termijn om beroep

plus court, le délai pour introduire le pourvoi en cassation sera de trois mois, à compter du jour où la signification de la décision attaquée aura été faite à personne ou à domicile.

ART. 2.

A l'égard des arrêts et jugements par défaut qui pourront être déférés à la Cour de Cassation, le délai ne courra qu'à compter du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

ART. 3.

Le délai sera augmenté de trois mois en faveur des personnes absentes du territoire belge pour cause de service public, et en faveur des gens de mer absents pour cause de navigation.

Il est ajouté au délai ordinaire du pourvoi :

Un mois, si le demandeur est domicilié dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique;

Trois mois, s'il est domicilié hors d'Europe; cette prolongation de délai sera double, pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime.

ART. 4.

Le délai court contre les mineurs, interdits et autres incapables.

ART. 5.

Il est interrompu par le décès de celui qui a le droit de se pourvoir; il ne

in cassatie in te stellen, buiten de gevallen waarvoor door de wet een kortere termijn wordt voorgeschreven, drie maand te rekenen van den dag waarop de beschikking, waartegen wordt opgekomen, aan den persoon of te zijner woonplaats beteevend werd.

ART. 2.

Ten aanzien van de bij verstek gewezen arresten en vonnissen welke bij het Hof van Cassatie kunnen worden aangebracht, gaat de termijn eerst in op den dag waarop het verzet niet meer ontvankelijk is.

ART. 3.

De termijn wordt met drie maand verlengd ten behoeve van de personen, die wegens een openbaren dienst uit het Belgisch grondgebied afwezig zijn, en ten behoeve van de zeelieden, afwezig wegens zeevaart.

De gewone termijn voor het beroep in cassatie wordt verlengd :

Met ééne maand, indien de eischer zijn woonplaats heeft in een Europeesch Rijk dat niet aan België grenst;

Met drie maand, indien hij zijn woonplaats heeft buiten Europa; deze termijnverlenging wordt bij oorlog ter zee verdubbeld waar het overzeesche landen geldt.

ART. 4.

De termijn loopt tegen minderjarigen, onder curatele gestelden en andere onbekwamen.

ART. 5.

De loop van den termijn wordt onderbroken door het overlijden van

recommence à courir qu'après la signification de l'arrêt ou du jugement, faite aux héritiers ou successeurs du défunt de la manière prescrite par l'article 447 du Code de procédure civile.

ART. 6.

La requête civile suspend, à l'égard de toutes les parties en cause, le délai du pourvoi, lequel ne reprend son cours qu'à partir de la signification de l'arrêt ou du jugement qui a statué définitivement sur la dite requête.

ART. 7.

Le pourvoi tardif sera, même d'office, déclaré non recevable.

TITRE II.

De la forme du pourvoi.

ART. 8.

Le pourvoi sera introduit par la remise au greffe de la Cour de Cassation d'une requête qui, dans toute matière contentieuse, aura été préalablement signifiée à la partie contre laquelle le pourvoi est dirigé.

Cette signification sera faite, dans l'arrondissement de Bruxelles, par un huissier près la Cour de Cassation, et dans les autres arrondissements, par un huissier du domicile du défendeur. Les formes prescrites pour les exploits d'ajournement seront observées.

hem die het recht heeft om zich in cassatie te voorzien; hij gaat dan eerst weder in nadat het arrest of het vonnis is beteekend aan de erfgenamen of rechtverkrijgenden van den overledene, op de wijze voorgeschreven bij artikel 447 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

ART. 6.

Het request civiel schorst ten aanzien van al de betrokken partijen den termijn van voorziening, die niet weder begint te loopen dan te rekenen van de beteekening van het arrest of het vonnis tot eindbeschikking op het request.

ART. 7.

Het na den voorzienen termijn ingesteld beroep in cassatie wordt, zelfs van ambtswege, niet ontvankelijk verklaard.

TITEL II.

Wijze van voorziening in cassatie.

ART. 8.

De voorziening wordt aangevangen door overlegging ter griffie van het Hof van Cassatie van het verzoekschrift dat, in alle betwiste zaken, vooraf zal beteekend worden aan de partij tegen welke in cassatie wordt gekomen.

In het arrondissement Brussel wordt deze beteekening gedaan door een deurwaarder bij het Hof van Cassatie en, in de andere arrondissements, door een deurwaarder van de woonplaats van den verweerder. De voor de dagvaarding voorgeschreven rechtsvormen zijn van toepassing.

ART. 9.

La requête, signée tant sur la copie que sur l'original par un avocat à la Cour, contiendra l'exposé des moyens de la partie demanderesse, ses conclusions et l'indication des dispositions légales dont la violation sera invoquée : le tout à peine de nullité.

ART. 10.

A la requête seront joints, également à peine de nullité :

1° L'expédition ou la copie signifiée de la décision dont la cassation est demandée;

2° En matière contentieuse, l'exploit qui constate la signification du pourvoi.

ART. 11.

Si l'arrêt ou le jugement attaqué renferme plusieurs dispositions, la requête donnera l'indication précise des chefs contre lesquels le pourvoi est dirigé : les dispositions non attaquées ne pourront pas faire l'objet d'un pourvoi ultérieur.

ART. 12.

Au moment de la remise de la requête ou mémoire introductif, le greffier inscrira la cause au rôle général, qui sera tenu public.

ART. 13.

Le demandeur pourra joindre à sa requête, ou produire dans les quinze jours de la signification de celle-ci, un

ART. 9.

Het verzoekschrift, waarvan en het afschrift en het origineel door een advocaat bij het Hof zijn onderteekend, bevat eene omschrijving van de middelen van den verzoeker en zijne conclusiën, met aanwijzing van de wetsbepalingen welke hij beweert te zijn geschonden : een en ander op straffe van nietigheid.

ART. 10.

Bij het verzoekschrift worden, evenzoo op straffe van nietigheid, gevoegd :

1° De uitgifte of het beteekende afschrift van de beschikking waarvan de cassatie wordt gevorderd;

2° In betwiste zaken, het exploit waarbij beteekening van de voorziening wordt vastgesteld.

ART. 11.

Indien het bestreden arrest of vonnis verscheidene beschikkingen bevat, wijst het verzoekschrift nauwkeurig de punten aan waartegen de eisch wordt gericht : van de beschikkingen, waartegen niet wordt opgekomen, kan naderhand de cassatie niet meer worden gevorderd.

ART. 12.

Op het oogenblik dat het verzoekschrift of de inleidende memorie wordt ingediend, stelt de griffier de zaak op de algemeene rol, die openbaar is.

ART. 13.

Een aanvullende memorie houdende uiteenzetting der feiten en toelichting van de middelen van cassatie kan, na

mémoire ampliatif préalablement signifié à la partie défenderesse, et contenant un exposé des faits et le développement des moyens de cassation.

ART. 14.

Le pourvoi du procureur général, soit du chef d'excès de pouvoir, soit dans l'intérêt de la loi, sera introduit sous la forme d'un réquisitoire déposé au greffe.

TITRE III.

De la réponse au pourvoi et de la mise de la cause en état.

ART. 15.

La réponse au pourvoi se fera suivant le mode prescrit par l'article 8 : le mémoire du défendeur sera signé sur l'original et la copie par un avocat à la Cour de Cassation; il sera signifié à l'avocat de la partie demanderesse et remis ensuite au greffe; il contiendra les conclusions du défendeur.

ART. 16.

Le délai accordé au défendeur pour la remise au greffe de sa réponse, sera de trois mois à compter du jour de la signification de la requête introductive ou du mémoire ampliatif.

Le défendeur jouira des augmentations de délai mentionnées à l'article 3, s'il se trouve dans les conditions prévues par cet article.

vooraf beteekend te zijn geworden aan den verweerder, door den eischer bij zijn verzoekschrift worden gevoegd of binnen vijftien dagen na dezes beteekening worden overgelegd.

ART. 14.

Beroep in cassatie vanwege den procureur-generaal hetzij ter zake van overschrijding van rechtsmacht, hetzij in het belang der wet, wordt ingesteld onder den vorm van een ter griffie nedergelegden eisch.

TITEL III.

Antwoord op het beroep in cassatie en het in staat van wijzen brengen der zaak.

ART. 15.

Op het beroep in cassatie wordt geantwoord volgens de wijze voorgescreven bij artikel 8 : de memorie van den verweerder wordt, op het originaal en op het afschrift, onderteekend door een advocaat bij het Hof van Cassatie; zij wordt beteekend aan den advocaat van den eischer en vervolgens ter griffie overgelegd; zij bevat de conclusiën van den verweerder.

ART. 16.

Aan den verweerder wordt, om zijn antwoord ter griffie over te leggen, een termijn van drie maand verleend te rekenen van den dag waarop het inleidende verzoekschrift of de aanvullende memorie werd beteekend.

De verweerder geniet het voordeel van de bij artikel 3 gemelde termijnverlengingen, indien hij zich in den bij dat artikel voorzienen toestand bevindt.

ART. 17.

Si le défendeur a opposé une fin de non-recevoir au pourvoi, le demandeur pourra y répondre en se conformant à l'article 8; cette réponse devra être remise au greffe dans les trente jours de la signification du mémoire du défendeur.

ART. 18.

La requête introductive et les mémoires porteront l'inventaire des pièces qui y seront jointes.

Ces pièces ne seront point signifiées : les parties pourront en prendre communication au greffe.

ART. 19.

A l'exception des actes de désistement ou de reprise d'instance, et des autorisations de plaider, aucune production ultérieure ne sera admise.

Les seules pièces qui feront partie de la procédure sont celles qui auront été remises au greffe et inventoriées comme il est dit à l'article précédent.

ART. 20.

Le greffier constatera la remise des requêtes ou mémoires et de chacune des pièces au moyen de notes marginales qu'il signera en indiquant la date de la réception, sans qu'il soit nécessaire d'en dresser acte de dépôt.

Il délivrera récépissé sans frais à la partie, s'il en est requis.

ART. 17.

Indien de verweerder tegen het beroep in cassatie een grond van niet-ontvankelijkheid heeft aangevoerd, kan de verzoeker daarop antwoorden, mits zich te gedragen naar artikel 8; dit antwoord moet binnen dertig dagen na de beteekening van de memorie aan den verweerder ter griffie worden overgelegd.

ART. 18.

In het inleidend verzoekschrift en in de memoriën wordt opgave gedaan van de daarbijgaande stukken. Deze stukken worden niet beteekend : partijen kunnen ter griffie daarvan inzage nemen.

ART. 19.

Behoudens de acten van afstand of van hervatting van rechtsgeding en de machtigingen om te pleiten, kan daarna geen ander stuk meer worden overgelegd.

Tot de rechtspleging behooren alleen die stukken welke, ter griffie overgelegd, vermeld werden in de bij het vorig artikel voorgeschreven opgave.

ART. 20.

Het overleggen van de verzoekschriften of memoriën en van ieder der stukken wordt bevestigd door eene kantteekening, door den griffier gesteld en geteekend, met bijvoeging der dagteekening, zonder dat daarvan eene acte van nederlegging moet worden opge maakt.

Indien hij ertoe wordt gevorderd, levert hij aan partij kosteloos een ontvangstbewijs af.

Art. 21.

A l'expiration des délais mentionnés aux articles 16 et 17, la cause sera en état.

Art. 22.

Lorsque la cause est en état, le greffier transmet le dossier au premier président, qui désigne un magistrat du siège pour faire rapport.

TITRE IV.**Dispositions fiscales.****Art. 23.**

La requête en cassation sera enregistrée au droit fixe de cent cinquante francs.

Il sera dû autant de droits qu'il y aura de demandeurs ayant des intérêts distincts.

Art. 24.

Tous les pourvois du ministère public seront exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement.

Art. 25.

Chaque expédition d'arrêt délivrée à partie sera enregistrée au droit fixe de cent cinquante francs.

Art. 26.

Par dérogation à l'article 14 de la loi du 25 novembre 1889, modifié par l'article 9 de la loi du 28 août 1921, les droits de greffe perçus au profit de l'État en Cour de Cassation sont portés

Art. 21.

Na verloop van de bij de artikelen 16 en 17 bepaalde termijnen, is de zaak in staat van wijzen.

Art. 22.

Wanneer de zaak in staat van wijzen is, stelt de griffier het dossier in handen van den Eerste-Voorzitter, die een magistraat van den zetel aanwijst om verslag te doen.

TITEL IV.**Fiscale bepalingen.****Art. 23.**

Het verzoekschrift tot cassatie wordt geregistreerd tegen een vast recht van honderd vijftig frank.

Dit recht is zooveel maal verschuldigd als er verzoekers zijn met onderscheidene belangen.

Art. 24.

Elk beroep in cassatie van wege het openbaar ministerie is vrij van zegel en van de formaliteit van registratie.

Art. 25.

Elke aan eene partij afgeleverde uitgifte van arrest wordt geregistreerd tegen een vast recht van honderd vijftig frank.

Art. 26.

Bij afwijking van artikel 14 der wet van 25 November 1889, gewijzigd bij artikel 9 der wet van 28 Augustus 1921, worden de in het Hof van cassatie, ten voordeele van den Staat geïnde griffie-

à cinquante francs pour la mise au rôle, à dix francs par rôle pour les expéditions d'arrêts, et à un franc cinquante centimes par rôle pour les copies non signées.

rechten bepaald op vijftig frank voor het inschrijven ter rolle, op tien frank per rol voor de uitgiften van arresten, en op een frank vijftig centiem per rol voor niet onderteekende afschriften.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 27.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux affaires introduites avant sa mise en vigueur, sous les modifications suivantes.

ART. 28.

Si l'ordonnance de signification prévue par l'article 13 de l'arrêté du 15 mars 1815 n'a pas encore été rendue, la requête en cassation et le mémoire ampliatif, s'il y en a, seront retirés du greffe après avoir été visés par le greffier; acte de retrait sera dressé.

Ces pièces seront ensuite signifiées au défendeur et rétablies au greffe, avec l'original de l'exploit de signification, dans les deux mois qui suivront la mise en vigueur de la loi, à peine de déchéance.

ART. 29.

Si, lors de la mise en vigueur de la loi, l'ordonnance de signification a été rendue, la partie demanderesse devra, à peine de déchéance, se conformer au prescrit de cette ordonnance et remettre au greffe, dans le délai qui y est fixé, l'original de l'exploit de signification.

ART. 30.

Si le pourvoi a été signifié avant la

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 27.

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de zaken die vóór hare inwerkingtreding werden ingeleid, behoudens de volgende wijzigingen.

ART. 28.

Indien het bevel tot beteekening, voorzien bij artikel 13 van het besluit van 15 Maart 1815, nog niet was verleend, worden het verzoekschrift tot cassatie en de aanvullende memorie, zoo er eene is, uit de griffie teruggenomen, na door den griffier voor gezien geteekend te zijn; eene acte van terugneming wordt opgemaakt.

Deze stukken worden vervolgens aan den verweerder beteekend en opnieuw ter griffie overgelegd met het origineel van het beteekeningsexploit, binnen de twee maand volgend op het in werking treden van de wet, op straffe van verval.

ART. 29.

Indien bij het in werking treden van de wet het bevel tot beteekening reeds was verleend, moet de eischer op straffe van verval zich gedragen naar het voorschrift van dit bevel en, binnen den daarin voorzienen tijd, het origineel van het beteekeningsexploit ter griffie overleggen.

ART. 30.

Was het beroep beteekend vóór het

mise en vigueur de la loi, la réponse du défendeur sera remise au greffe dans le délai fixé par l'article 16 à compter de la dite mise en vigueur, à défaut de quoi elle ne pourra être reçue.

ART. 31.

Dans les cas prévus aux trois articles précédents, le greffier se conformera à l'article 20.

ART. 32.

L'article 23 n'est pas applicable aux requêtes en cassation déposées antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 5 janvier 1923.

in werking treden van de wet, dan wordt het antwoord van den verweerder ter griffie overgelegd binnen den bij artikel 16 voorzienen termijn te rekenen van dit in werking treden, bij gebreke waarvan het niet ontvanke-lijk is.

ART. 31.

In de bij de drie voorgaande artikelen voorziene gevallen, gedraagt de griffier zich naar het bepaalde in artikel 20.

ART. 32.

Artikel 23 is niet van toepassing op de verzoekschriften tot cassatie overgelegd vóór het in werking treden van deze wet.

Gegeven te Brussel, den 5ⁿ Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

F. MASSON.